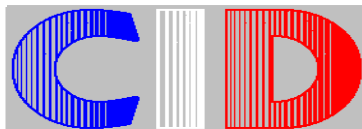
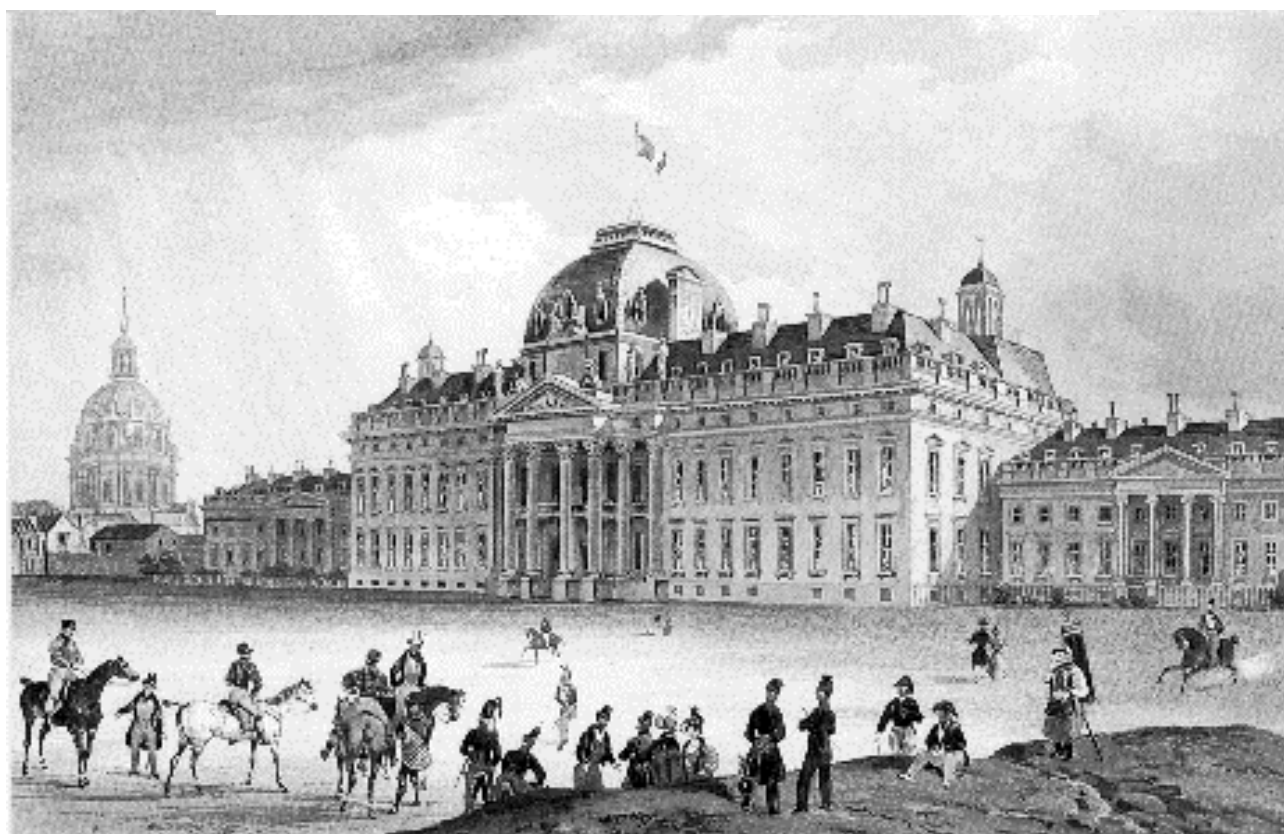


REPUBLIQUE  
FRANCAISE

MINISTERE DE  
LA DEFENSE



## MEMOIRE DE STRATEGIE



# SUEZ 1956 : ENTRE DISSIMULATION ET INCOMPREHENSION

DIVISION D  
GROUPE D1

CF Gilles Humeau  
FRANCE

## 1.- SUEZ 1956 : ENTRE DISSIMULATION ET INCOMPREHENSION

2.- Capitaine de frégate Humeau

3.- 15 mars 2000

4.- Division D

5.- Mémoire de stratégie

6.- La nationalisation de la compagnie du Canal de Suez par Nasser le 26 juillet 1956 déclenche une crise grave opposant l’Egypte à une coalition militaire franco-anglo-israélienne. La France a joué un rôle moteur et belliqueux, cherché à impliquer la Grande Bretagne et Israël dans une course contre la montre qui contourne l’opposition prévisible des américains, lorsque les Britanniques, peu convaincus, cherchaient à préserver leur rôle au Moyen Orient. Tel Aviv a bénéficié de l’opération pour accéder au rang des grandes nations. Les Etats-Unis ont profité des incompréhensions franco-britannique, mais aussi des soucis soviétiques en Europe de l’Est pour s’imposer comme seule superpuissance. La crise de Suez ne pouvait trouver de solution dans la mesure où les véritables intentions des parties prenantes étaient soit dissimulées soit mal comprises.

7.- Egypte ; France ; Grande Bretagne ; Etats-Unis ; Israël ; Relations internationales ; 1956 ; 4<sup>o</sup> République ; SUEZ ; Assouan ; Nasser ; Mollet ; Eden ; Eisenhower.

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>1 HISTOIRE DE LA CAMPAGNE DE SUEZ</b> .....	<b>4</b>
1.1 LES ORIGINES .....	4
1.2 LA NATIONALISATION DU CANAL DE SUEZ .....	5
1.3 LE BALLET DIPLOMATIQUE .....	5
1.4 LES OPÉRATIONS MILITAIRES .....	6
<b>2 STRATÉGIE FRANÇAISE</b> .....	<b>7</b>
2.1 MOTIVATION DE LA RÉACTION FRANÇAISE .....	7
2.2 L'INTERVENTIONNISME .....	8
2.3 L'IMPLICATION BRITANNIQUE .....	9
2.4 L'IMPLICATION ISRAËLIENNE.....	10
2.5 NE PAS PROVOQUER L'AMÉRIQUE .....	12
2.6 PRÉPARATION DE L'AVENIR POLITIQUE DE L'ÉGYPTÉ .....	13
2.7 LE CULTÉ DU SECRET .....	13
2.8 INFLUENCE DU FACTEUR TEMPS.....	14
2.9 LES LEÇONS D'UN ÉCHEC.....	16
<b>3 STRATÉGIE BRITANNIQUE</b> .....	<b>16</b>
3.1 MOTIVATION DE L'INTERVENTION BRITANNIQUE.....	17
3.2 RÉTICENCES INITIALES.....	17
3.3 LA QUÊTE D'UNE INTERVENTION LÉGITIMÉE .....	18
3.4 REFUS D'UNE COLLUSION AVEC ISRAËL .....	19
3.5 FACTEURS DE RALENTISSEMENT EN GRANDE BRETAGNE.....	19
3.6 LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE.....	20
3.7 DERNIÈRE TENTATIVE DIPLOMATIQUE.....	20
3.8 L'EFFONDREMENT BRITANNIQUE.....	20
<b>4 STRATÉGIE ISRAËLIENNE</b> .....	<b>21</b>
4.1 SÉCURISER LES APPROCHES D'ISRAËL.....	21
4.2 RECHERCHE D'UN STATUT INTERNATIONAL .....	21
4.3 RÉPONDRE AUX SOLlicitATIONS FRANÇAISES.....	22
4.4 UNE VICTOIRE SANS PANACHE.....	23
<b>5 STRATÉGIE ÉGYPTIENNE</b> .....	<b>23</b>
5.1 LE PROBLÈME DU BARRAGE D'ASSOUAN .....	24
5.2 L'APPEL À L'ONU .....	24
5.3 LE REBONDISSEMENT MILITAIRE ET POLITIQUE.....	25
<b>6 STRATÉGIE AMÉRICAINE</b> .....	<b>25</b>
6.1 MESURES DE PRUDENCE .....	26
6.2 LES AMÉRICAINS FACE À LA COALITION FRANCO-ANGLAISE .....	27
6.3 AFFERMISSEMENT DE LA POSITION AMÉRICAINE .....	28
6.4 COUP D'ARRÊT À L'ENTREPRISE FRANCO-BRITANNIQUE.....	29
<b>7 STRATÉGIE SOVIÉTIQUE</b> .....	<b>32</b>
7.1 STRATÉGIE À LONG TERME.....	32
7.2 ATTENTISME.....	32
7.3 OPPORTUNISME .....	33
7.4 PPRESSION SOVIÉTIQUE .....	33
<b>8 CONSÉQUENCES POLITIQUES ET MILITAIRES</b> .....	<b>34</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>35</b>
<b>CHRONOLOGIE</b> .....	<b>36</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>37</b>

## Introduction

La campagne de Suez qui opposa en 1956 l’Egypte à la coalition franco-anglo-israélienne marque une étape dans le jeu d’influence entre Etats au XX<sup>e</sup> siècle. On considère volontiers que cette crise a sonné le glas de la puissance mondiale du Royaume uni et de la France et favorisé l’avènement de l’URSS et des Etats-Unis au rang de super puissances.

Nous aborderons ci-dessous pour les comprendre les stratégies française, anglaise et israélienne mises en œuvre en 1956, mais aussi les démarches égyptienne, américaine et soviétique pour les contrer.

Après avoir mis en exergue le rôle moteur de la France dans le déroulement de l’opération, nous étudierons la réponse coloniale des Britanniques, puis la volonté israélienne d’accéder au rang des grandes puissances. Mais il faudra aussi considérer le rôle de l’Egypte, principal intéressé dans la crise, sans oublier la prise de contrôle de la diplomatie internationale par les Russes et les Américains.

La solution envisagée par les européens à la crise de Suez n’était pas viable. Premièrement, la politique coloniale de la France et de l’Angleterre était désuète. Ensuite les intérêts des deux alliés étaient trop disparates pour emporter l’adhésion internationale. Elle ne se justifiait que par l’amitié qui unissait Guy Mollet et Anthony Eden.

Curieusement, la position française a semblé la plus clairvoyante, car elle savait l’adhésion anglaise au projet absolument indispensable. De plus, elle considérait à sa juste mesure l’appoint israélien au conflit et mesurait les conséquences de l’influence de Nasser sur les événements d’Algérie.

En revanche, l’affiliation britannique à la politique américaine, mais aussi la friosité des anglais ont contribué à l’absence de solution au problème d’une puissance mondiale au passé composé.

Mais surtout, l’avènement de la suprématie américaine et les efforts russes pour contrer les Etats-Unis ont compté dans la décision finale.

## 1 Histoire de la campagne de Suez

### 1.1 Les origines

Au début des années cinquante, le Moyen Orient est partagé entre trois influences particulières, mais se caractérise par une certaine stabilité. Tout d’abord, le Royaume-Uni imprime sa marque en Irak, en Jordanie et continue à rayonner en Egypte malgré le retrait en cours de ses troupes à partir de 1955. Ensuite, la France est présente, au moins par sa culture en Syrie, au Liban et dans une moindre mesure en Egypte. Les Etats-Unis enfin ont une influence déterminante en Arabie Saoudite. L’influence soviétique est encore très limitée.

Le Canal de Suez quant à lui est un symbole important qui reflète la puissance attribuée à la France et à la Grande Bretagne. On parle volontiers du « génie français » en nommant Ferdinand de Lesseps. Mais le canal possède aussi une importance capitale pour les deux pays dans la mesure où il permet d’acheminer une grande part du pétrole consommé en Europe.

Enfin, la Compagnie Universelle du Canal maritime de Suez, régie par la convention signée en 1856 et chargée d’exploiter le canal jusqu’en 1968, constitue un Etat dans l’Etat égyptien. Son président (un français malgré le statut qui autorise l’Egypte à le désigner) jouit d’une considération digne de celle d’un chef d’Etat. Elle est, de plus, contrôlée par les capitaux anglais et ne distribue à l’Egypte que sept pour cent de ses bénéfices.

L’arrivée de Nasser<sup>1</sup> au pouvoir en 1954 bouleverse la situation.

Il entretient de bons rapports avec les autres nations arabes, à l’exception de l’Irak nettement attaché à la couronne britannique. Plus encore, il cherche à établir une « Patrie arabe » incluant la Syrie, le Liban, la Palestine, la Jordanie, l’Arabie et le Yémen à l’Est mais aussi le Maghreb à l’ouest. Son

---

<sup>1</sup> Le colonel Gamal Abdel Nasser fait partie de la junte militaire des « officiers libres » qui dépose le Roi Farouk le 26 juillet 1952. Il renverse ensuite fin 1954 le général Néguib qui se réfugie au Soudan.

objectif avoué est de s'imposer comme le chef des « trois cercles » que constituent le monde arabe, le monde africain et le monde musulman. Dans chacune de ces entités, Nasser jouit d'un prestige incomparable.

Mais le Raïs est également un nationaliste qui cherche à diminuer l'influence occidentale au Moyen Orient.

Il lui faut d'abord affaiblir la France et l'Angleterre. Aussi, il soutient ouvertement la rébellion algérienne et influe sur le renvoi de Jordanie du Britannique Glubb Pacha. De plus, Israël est l'ennemi juré de Nasser et cristallise contre lui le monde arabe tout entier.

Vis à vis des Etats-Unis et de l'URSS, Nasser joue des convoitises que suscite son régime chez les grandes puissances pour glaner des bénéfices. Ainsi, après le refus de Staline de lui fournir du matériel militaire<sup>2</sup>, Nasser accepte volontiers en 1954 l'offre de Khrouchtchev d'accéder à sa demande.

Mais parallèlement en 1955, il est sensible à la proposition anglo-américaine de financer le barrage d'Assouan<sup>3</sup>.

## 1.2 La nationalisation du canal de Suez.

Lassés par le jeu de Nasser qui réserve sa réponse, les Américains annulent leur offre le 19 juillet 1956. Pris à la gorge par la décision américaine, le Raïs égyptien n'accepte pas ce retournement. Nasser annonce théâtralement la nationalisation de la Compagnie du Canal le 26 juillet 1956, quatrième anniversaire de la révolution. Les bénéfices énormes qu'il en attend doivent lui permettre de financer seul la construction du barrage.

Aussitôt Paris et Londres réagissent avec fureur et, sous la houlette directe des chefs de gouvernements, préparent une opération militaire contre l'Egypte pour laver l'affront subi et renverser le régime du colonel Nasser.

A l'inverse, les Américains temporisent et cherchent à étudier des solutions pacifiques à la crise. Ils appellent de leurs vœux une conférence internationale pour apurer le différend entre Paris, Londres et Le Caire. En août 1956, l'émotion internationale retombe peu à peu.

## 1.3 Le ballet diplomatique

Le ballet diplomatique de la fin d'été 1956 se déroule en trois actes disjoints. D'un côté, Washington provoque des conférences internationales à Londres pour trouver une issue pacifique au conflit. Les Etats-Unis espèrent ainsi apaiser l'ardeur belliqueuse franco-anglaise. Paris et Londres, au contraire, fourbissent leurs armes et tentent de légitimer le recours à la force pour contraindre Nasser.

Enfin, le gouvernement français, peu confiant dans la détermination britannique, mise sur une éventuelle action combinée avec Israël. Mais le Premier ministre anglais n'en veut pas.

Il faut attendre les entrevues de Sèvres fin octobre 1956, pour voir aboutir l'idée française et l'adoption du plan Challe. Il prévoit une attaque de l'Egypte par Tsahal<sup>4</sup> comme prélude à une intervention franco-britannique. L'objectif affiché est de maintenir la liberté de navigation sur le canal de Suez.

Les joutes diplomatiques européennes aboutissent au déclenchement de l'opération militaire. Elles sont pourtant suivies d'un combat acharné devant la tribune des Nations unies ou les grandes puissances usent fréquemment de leur droit de veto. Washington affirme sa détermination à contrôler le clan occidental et Moscou sa prétention à compter sur la scène internationale.

<sup>2</sup> Staline connaissait l'incompatibilité entre l'Islam et le communisme.

<sup>3</sup> La construction du barrage d'Assouan fait partie des grands travaux entrepris par Nasser pour asseoir son régime et faire rayonner le pan-arabisme qu'il prône, mais il annonce aussi la prospérité économique grâce à l'irrigation de nouvelles terres. Le financement de ce barrage avait été envisagé par les occidentaux (USA et Grande Bretagne) pour bloquer la tentative soviétique d'infiltrer le monde arabe.

<sup>4</sup> Armée israélienne.

## 1.4 Les opérations militaires

Les opérations militaires envisagées en Egypte consistent en un débarquement à proximité de Port Saïd pour battre les troupes de Nasser. Il s'agit, selon l'amiral Lancelot<sup>5</sup>, de la plus grosse opération amphibie européenne depuis 1945 doublée d'une succession d'opérations aéroportées.

Le commandement des troupes est confié au général anglais Keightley. Curieusement, il n'est pas convaincu du bien fondé de sa mission et modifie fréquemment les plans élaborés. De plus, son adjoint français, le contre amiral Lancelot, s'était illustré en 1940 alors qu'il commandait un sous-marin en torpillant le cuirassé britannique « Resolution » devant Dakar...

### 1.4.1 Les nombreux plans qui se suivent

Le plan « Mousquetaire » imaginé dans l'été ne pouvait être appliqué avant la mi-septembre, car ni les Français, ni les Britanniques ne pouvaient être prêts plus tôt. En effet, l'aéroport de Chypre devait être disponible et les forces terrestres anglaises devaient auparavant se regrouper. La constitution d'une force amphibie française demandait aussi du temps.

Les différents plans qui se succédèrent prévoyaient également l'utilisation des aérodromes israéliens et une diversion par des opérations secondaires en mer Rouge. Le plan final retenu fixait enfin le déclenchement de l'ensemble par le biais d'une attaque israélienne dans le Sinaï.

Fin septembre, on s'attache à préparer les plans d'opération d'hiver. Quatre versions successives sont élaborées pendant la première quinzaine d'octobre. Le général Beaufre, excédé, craint alors que ces multiples bouleversements constituent un prélude au renoncement pur et simple à toute l'opération.

Devant les tergiversations des anglais plus soucieux de régler les problèmes de politique intérieure ou de satisfaire les Etats-Unis que d'accélérer le mouvement de la planification, les Français se tournent vers Israël pour envisager une action commune sans la Grande Bretagne.

Avec l'accord anglais d'inclure Israël dans la planification, l'intervention est relancée le 18 octobre sous la forme d'une action combinée tripartite.

Mais surtout les accords de Sèvres permettent d'entériner la participation israélienne aux opérations. Le mémorandum signé le 24 octobre prévoit une attaque à travers le Sinaï le 29 pour atteindre la zone du canal le 30. Ce même jour, Français et Anglais pourraient appeler les deux belligérants à cesser les hostilités sous 12 heures et de maintenir leurs troupes à plus de dix miles du Canal. L'intervention franco-britannique serait légitimée par un refus de cet ultimatum. Enfin, Israël ne serait pas tenu d'obéir en cas de refus égyptien.

### 1.4.2 L'action militaire

Après l'offensive éclair israélienne de la fin octobre, les Egyptiens, défaits et convaincus de l'attaque prochaine des troupes franco-anglaises, regroupent leurs forces à l'ouest du canal de Suez. C'est sur la foi de ce renseignement que les plan "Omelette 2" puis "Simplex" sont repoussés et finalement annulés.

Le 2 novembre enfin, un nouveau plan "Télescope" prévoit un parachutage massif le 5 novembre, juste avant le débarquement allié à Port Saïd.

L'indécision alliée sur la nature des opérations et leurs dates a pèse sur les marins qui sont soumis aux exigences du temps de transit des bâtiments, mais aussi à la nécessité de limiter les transmissions vers les bâtiments à la mer pour conserver le secret. Faute de préavis, l'opération est donc lourde et rigide selon l'aveu du CA Lancelot.

Les mises en place de troupes et de matériels ont occupé tout l'été 1956, au gré des plans d'action corrigés ou reportés.

Finalement, le 28 octobre, la mobilisation générale de Tsahal est ordonnée par le gouvernement de Tel Aviv. Le 29 octobre, Israël déclenche son attaque dans le Sinaï et avance plus vite que prévu. Le lendemain les combats acharnés qui se déroulent dans le Sinaï tournent à l'avantage des israéliens. Dans la soirée, Tsahal a atteint ses objectifs. Les troupes de Moshé Dayan sont en vue du Canal.

---

<sup>5</sup> Revue Historique des armées n° 2-1997 p.81

Le même jour, l'ultimatum franco-britannique appelant à l'arrêt des combats est accepté par Israël et repoussé par l'Égypte. Le 3 novembre, les Israéliens contrôlent tout le Sinaï et la bande de Gaza. Ils sont établis sur le canal de Suez en trois endroits.

Enfin, le 5 novembre dans la nuit, l'opération "Télescope" débute. Elle se déroule comme prévu. , Après des bombardements « aéropsychologiques » anglais, le débarquement a lieu à Port Saïd et à Port Fouad. L'appui des avions de combat contribue au succès de l'engagement. Les premiers parachutages franco-britanniques ont lieu autour de Port Saïd. Ils ne rencontrent que peu de résistance et dans l'après-midi du 6 novembre le gouverneur local demande un cessez le feu. Les pourparlers échouent. La progression des troupes coalisées vers le Sud est rapide, mais le cessez le feu est ordonné le 6 à minuit. Leur élan victorieux se brise à 35 km de Port Saïd. L'ordre de repli date du 22 novembre 1956.

## 2 Stratégie française

A n'en pas douter, La France a eu le mérite de l'initiative diplomatique dans ces événements. Elle a joué un rôle moteur dans le déclenchement de la réaction internationale lors de la nationalisation du canal de Suez, mais aussi exploité au maximum les principes stratégiques d'initiative, de liberté d'action en politique étrangère sans oublier celui de la concentration des moyens lors de l'action militaire.

Nous verrons en revanche que l'intuition française, pour pertinente qu'elle fut, ne pouvait trouver de concrétisation. Malgré ses efforts, la différence des buts poursuivis avec ceux de la Grande Bretagne vouait l'entreprise à l'échec. La dissimulation systématique de ses nombreuses tractations diplomatiques et militaires a encore compliqué la situation.

### 2.1 Motivation de la réaction française

#### 2.1.1 Redorer son blason sur la scène internationale

La France de 1956 sort d'une série d'échecs politiques. Humiliée par sa victoire amère lors du dernier conflit mondial, elle a subi la défaite militaire en Indochine et on lui reproche l'échec de la communauté économique de défense (CED) en 1954. Une intervention en Égypte permettrait de redorer le blason de l'armée en lavant les affronts récents. Elle pourrait également abrégé les opérations d'Algérie, critiquées par l'ONU mais aussi par une frange de l'opinion française.

En politique intérieure, les changements de gouvernements successifs la fragilisent. L'opération de Suez est donc considérée comme une occasion unique de prouver à la Nation qu'elle est toujours une grande puissance.

#### 2.1.2 Volonté de destituer Nasser

La volonté farouche de destituer le Rais émane principalement du président du Conseil, Guy Mollet, appuyé par le ministre de la Défense, monsieur Bourges Maunoury et le ministre des affaires étrangères, monsieur Pineau. Elle s'appuie sur quatre raisons politiques et une raison économique.

Tout d'abord, le syndrome de Munich, analysé comme la capitulation de la démocratie devant la dictature incite le gouvernement à réagir pour ne pas renouveler les erreurs de la troisième République. Dans cet esprit, monsieur Abel Thomas<sup>6</sup> compare directement Nasser au Führer : « *Le doute n'était pas permis sur la similitude de son régime ... et ... le national socialisme des années 1933-1940* ». Le garde des sceaux<sup>7</sup> rappelle quant à lui « *les avertissements qu'Hitler avait prodigués aux démocraties et dont aucun n'avait su tenir compte. Cette leçon devrait inspirer notre action* ».

<sup>6</sup> Directeur de cabinet de monsieur Bourges-Maunoury, ministre de la défense.

<sup>7</sup> François Mitterrand.

Ensuite, la dictature de Nasser est assimilée à une menace pour l'Etat d'Israël. Guy Mollet est en effet convaincu que les dictateurs annoncent leurs desseins dans leurs écrits. Comme Hitler dans «*Mein Kampf* » laissait prévoir le massacre des juifs, le Raïs mettra à exécution son dessein de détruire l'Etat hébreu. Cette idée est renforcée par la déclaration du dictateur égyptien à monsieur Pineau le 14 mars 1956 au Caire lorsque leur conversation aborde le sujet israélien. « *Le Nasser raisonnable disparaît... Il prononce un réquisitoire féroce, irrationnel contre Israël. Il affirme : « Nous devons détruire Israël » »*

Le coup de force du canal paraît bien en constituer le prélude.

Mais surtout, l'Egypte est depuis longtemps accusée de soutenir la rébellion algérienne. « La voix des arabes », la radio du Caire, lui exprime quotidiennement son soutien et l'existence de centres d'entraînement sur son sol a été prouvée. Selon monsieur Pineau qui a convaincu le Raïs de mensonge sur ce point, « *si l'action de Nasser demeurait sans réplique, il serait inutile de poursuivre la lutte en Algérie* ». Paris craint en outre la contagion de cette rébellion en Tunisie et au Maroc.

Il semble donc nécessaire d'anéantir le pouvoir de nuisance de Nasser dans les affaires intérieures françaises. Cette idée sera renforcée par l'arraisonnement le 16 octobre du yacht « Athos », un navire égyptien transportant des armes destinées à l'Algérie avec des militaires en uniforme à bord.

Toujours dans le domaine politique, Guy Mollet est persuadé de la grandeur de la France. Le camouflet subi lui porte atteinte et constitue un mauvais exemple pour les pays arabes, mais aussi pour les dernières colonies françaises qui pourraient déstabiliser l'Union française par des réactions similaires. Il considère que la puissance de Nasser est issue de la faiblesse des occidentaux qui le courtisent l'un après l'autre.

Dans le domaine économique enfin, la maîtrise égyptienne sur le canal de Suez est inacceptable car elle permet à Nasser de peser sur l'approvisionnement de la France en pétrole. Les réserves françaises sont évaluées à une seule semaine de consommation.

Ainsi, le devoir impérieux que se donne le président du conseil de renverser le Raïs tient à la fois à des raisons objectives, à des considérations économiques, mais aussi à l'aversion profonde des dirigeants français pour le colonel Abdel Nasser.

## 2.2 L'interventionnisme

L'opinion publique française se caractérise par une union sacrée derrière ses chefs, tant politiques que militaires.

Les premiers, à l'image de Gaston Deferre, imaginent des solutions originales pour contraindre Nasser, comme cette idée de modifier les crues du Nil. Dans un esprit différent, Louis Mangin, collaborateur du ministre de la Défense, compare publiquement Nasser à Hitler... Et monsieur Bourges-Maunoury le couvre. Le Raïs est diabolisé.

La presse joue un rôle actif en diabolisant le régime égyptien. Elle s'abstient de critiquer le gouvernement, rend compte des préparatifs militaires et des allées et venues diplomatiques.

Dans leur domaine, les militaires souhaitent déclencher les opérations pour éviter de compromettre le moral des troupes mises en alerte préventivement. Ils en attendent également l'ouverture d'un deuxième front dans le conflit engagé contre les arabes en Algérie et dans une moindre mesure en Tunisie.

En somme, dans l'esprit français, il n'existe pas de solution pacifique au problème. Seule une action armée peut humilier Nasser et le faire tomber. Toute alternative diplomatique est exclue. Tout au plus l'intervention doit-elle revêtir un habillage politique acceptable sur la scène internationale.

La nation française se prépare à la guerre contre un ennemi légitime qui ne doit pas lui échapper. C'est pourquoi le 28 juillet 1956 Guy Mollet dépêche l'Amiral Nomy à Londres, pour annoncer sa décision d'intervenir au plus vite.

## 2.3 L'implication britannique

### 2.3.1 Convaincre les Britanniques d'intervenir.

L'idée d'associer les efforts français et britanniques pour agir contre Nasser ne date pas du coup de force d'Abdel Nasser. Dès le 27 mars 1956, Guy Mollet déclarait à Sir Gladwyn Jebb, ambassadeur de Grande Bretagne à Paris que Nasser est « *un monument de duplicité. La France et l'Angleterre devraient unir leurs forces contre lui* ». Le président du conseil est en effet persuadé qu'il est inutile d'envisager une solution forte sans l'accord des Anglais. Les liens historiques qui unissent Londres et Le Caire sont si forts qu'un conflit contre l'Egypte entraînerait ipso facto l'engagement britannique au côté de son ancienne colonie.

De plus, le soutien britannique est vivement souhaité, à cause de la base de Chypre toute proche de l'Egypte.

Mais il n'est pas facile de convaincre les Britanniques d'intervenir à nos côtés. Pour réussir, Guy Mollet s'appuie sur l'amitié profonde qui le lie à Anthony Eden, le Premier ministre britannique.

Il convainc son homologue que la préparation d'une opération militaire est indispensable pour faire pression sur Nasser, mais qu'elle n'implique pas nécessairement son exécution.

Dans un deuxième temps, la direction militaire de l'opération est proposée aux anglais sous prétexte d'une bonne connaissance de l'Egypte. Il faut également y voir le moyen de garantir aux anglais que l'intervention ne leur sera pas imposée, tout comme l'assurance pour Paris que les Britanniques ne se désisteront pas au dernier moment. Ce stratagème, imaginé par l'amiral Amman alors attaché naval à Londres est couronné de succès.

Fin août encore, alors que se termine la conférence de Londres<sup>8</sup>, lorsque les opposants anglais à l'intervention reprennent de l'importance, Guy Mollet reprend à son compte l'idée de Jean Monnet en 1940 d'unir politiquement la France et la Grande Bretagne. L'effet psychologique résultant favorise l'unité de vue entre les deux Etats.

Dans ce processus d'implication, le point de non retour est atteint lors du second refus américain concernant la saisie du conseil de sécurité de l'ONU par les Anglais. Anthony Eden se persuade alors que le recours à la force est inéluctable. Guy Mollet l'appuie de toutes ses forces dans ce sens. Les deux dirigeants ne supportent plus John Foster Dulles. Ils sont convaincus de son hypocrisie, et pensent même que le dessein américain vise à évincer les Européens du Moyen Orient pour s'en partager le contrôle avec les Soviétiques. Ils conviennent même, en liaison avec Anthony Eden, de ne plus tenir compte des souhaits du secrétaire d'Etat.

La décision d'intervenir est prise le 5 août 1956. Un état-major secret sous présidence britannique est constitué. Il se réunit le 10 août à Londres sous la présidence du général Sir Keightley. L'amiral français Barjot lui est adjoint.

### 2.3.2 Recherche d'une stratégie commune.

La recherche d'une stratégie commune entre les deux alliés ne va pas sans mal car les objectifs poursuivis par la France et l'Angleterre sont bien différents.

D'un point de vue politique le gouvernement français, fort du soutien populaire, est enclin à intervenir militairement. En Grande Bretagne en revanche, l'union nationale n'est pas assurée. L'opposition travailliste, comme le monde militaire, sont opposés à l'usage des armes. Le risque d'éclatement du Commonwealth est brandi. Eden se sent isolé, mais il tient bon et impose début septembre la poursuite de la planification.

La justification politique envisagée s'appuie sur le maintien de la liberté de navigation. En retirant les pilotes européens du canal, on s'attend à un encombrement du point d'entrée lié à l'incapacité des égyptiens de pallier ce problème. Une intervention franco-britannique rétablirait la liberté de circulation. Pourtant le ralliement des Français à cette idée de monsieur Eden tient plus de la nécessité

---

<sup>8</sup> Première conférence internationale de Londres des usagers du Canal de Suez, lancée par le Président Eisenhower dans le but d'éviter le recours immédiat à la force par la coalition franco-anglaise.

de présenter un front uni face aux Américains qu'à une véritable adhésion à la stratégie envisagée. La solution ne saurait résider dans une entreprise nationale séparatiste.

D'un point de vue militaire, les Britanniques considèrent l'opération comme une réplique du débarquement en Normandie. Ils veulent marcher sur le Caire pour destituer Nasser, tandis que les Français jugent suffisant de prendre Port Saïd et de contrôler le canal.

Au milieu du mois de septembre, l'idée générale de la manœuvre militaire devient commune et masque les divergences politiques. Le débarquement aux alentours de Port-Saïd remporte l'adhésion des deux parties. Paris y voit plus de facilité pour expliquer l'implication des israéliens mais aussi la stratégie d'interposition entre les israéliens et les égyptiens.

## 2.4 L'implication israélienne

### 2.4.1 Convaincre Israël d'intervenir

Depuis la création de l'Etat hébreu, les relations d'amitié entre la France et Israël ont été nombreuses mais se sont surtout forgées dans l'ombre. Nous verrons que leur développement s'inscrit dans une logique curieuse d'intervention franco-israélienne dissimulée aux Britanniques, en opposition avec le principe de base initial du gouvernement français d'associer l'Angleterre. La cohérence sera en fait retrouvée lors des accords de Sèvres en octobre 1956.

Jusqu'en 1949, l'attitude française vis à vis d'Israël est assez mesurée. L'amitié des Etats arabes lui est préférée. Pourtant, la France profonde est acquise au peuple hébreu. Chez Guy Mollet en particulier, le souvenir de l'holocauste est encore très présent et toute atteinte possible à l'encontre d'Israël est considérée comme un risque de réminiscence du passé.

Chez les militaires, le souvenir des combats en Libye ou en Syrie où des soldats juifs palestiniens dont le général Dayan ont combattu à nos cotés est encore présent. De plus, depuis 1954 les contacts entre les services secrets français et israéliens se sont multipliés au sujet de la crise algérienne.

La fraternité socialiste entre les deux gouvernements constitue un argument supplémentaire. Les affinités entre les dirigeants israéliens et la SFIO sont nombreuses. Guy Mollet se présente comme un ami personnel de Shimon Peres et manifeste clairement son attachement aux valeurs défendues par Tel Aviv : « *Je considère qu'Israël est en train de mettre sur pied le véritable modèle de la société socialiste à laquelle nous aspirons* ». Parmi les contacts noués, Shimon Peres et Abel Thomas, directeur de cabinet du ministre de la Défense, se rencontrent très souvent.

Puisque Nasser est l'ennemi juré de Tel Aviv et de Paris, les deux gouvernements ne peuvent que s'entendre.

Dans ce contexte, il est naturel pour la France de rechercher un appui auprès de l'Etat hébreu. Mais la position israélienne dans la crise est délicate. Sa puissance militaire est limitée alors que son emplacement géographique présente un intérêt stratégique d'importance. Paria dans un Moyen orient dominé par l'idéologie nassérienne, Israël peut se révéler essentiel dans l'hypothèse où l'appui britannique se déroberait. Plus encore, pendant l'été 1956, la difficulté rencontrée lors des négociations diplomatiques avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis pousse le gouvernement français à développer l'idée d'une action concertée franco-israélienne.

Car au fond, la France envisage même, sans se l'avouer, d'intervenir seule en Egypte dans ce cas. Remarquons que c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles Paris accepte de discuter du souci de Tel Aviv d'accéder à la technologie nucléaire.

L'échec de la conférence de Londres d'août 1956 marque une avancée significative dans la voie franco-israélienne. Le 7 septembre des conversations s'engagent à Paris entre le chef du bureau opérations de Tsahal, Meir Amit et l'amiral Barjot. Celui-ci avait demandé le concours des israéliens et communiqué les plans de l'opération « Mousquetaire » à l'attaché militaire en poste à Paris. Mais il ne s'agissait encore que d'une démarche exploratoire à l'insu de Londres.

Après des négociations initiales empreintes de méfiance, les choses changent un peu fin septembre. Les propositions françaises de monter un plan d'opération franco-israélien débouchent sur la conférence secrète dite de « Saint Germain ». Elle réunit madame Meir, ministre des affaires étrangères, le général Dayan, chef d'état major, et monsieur Peres du côté israélien face à messieurs Bourges-Maunoury, Thomas, Pineau et le général Challe du côté français.

L'objet de cette conférence est d'étudier une alternative au plan Mousquetaire dans le cas où les Britanniques se désisteraient. L'interrogation principale porte sur l'assurance d'une attaque préventive israélienne évoquée le 26 juillet par Shimon Peres. Paris s'y associerait.

Mais les Israéliens sont inquiets des réactions anglaise et américaine. Il n'est pas question selon Tel Aviv d'intervenir sans l'aval de Washington, surtout avant les élections présidentielles de la fin de l'année. Enfin, la garantie de la neutralité britannique ne leur semble pas acquise.

La réponse fournie par Christian Pineau s'appuie sur la certitude que Londres serait plutôt soulagée à condition que Tsahal n'attaque pas la Jordanie. Il est d'avis de ne pas prévenir les Etats-Unis de cette entreprise car leur avis ne saurait être conciliant. Quant à la position de l'OTAN, les mouvements de troupes et de matériels déjà opérés ne peuvent avoir été ignorés des chefs américains ; l'organisation atlantique est donc réputée consentir. En revanche, Paris est d'avis de d'intervenir avant les élections de novembre pour inciter la Maison blanche à ne pas réagir en raison du poids de l'électorat israélien outre Atlantique.

Encore une fois, les avis des deux parties ne sont guère convergents et la dissimulation a force de loi ! Ultime vague dans les turpitudes de cette opération secrètement montée, les hautes autorités françaises ont des remords de bafouer ainsi le droit international et les alliances conclues, notamment avec les Britanniques. Certains se retranchent derrière la solidarité nécessaire avec Israël qui fait partie de la famille socialiste .

#### 2.4.2 Intégration israélienne au dispositif franco-britannique

Mais la conscience française ne peut se contenter de tels faux semblants. Pour respecter la logique du plan Challe et apaiser les scrupules parisiens il fallait intégrer l'action israélienne au plan d'opération franco-britannique. Ainsi, les réticences israéliennes et anglaises n'auraient plus de fondement.

Le refus britannique d'inclure l'Etat juif dans la préparation d'une opération contre l'Egypte disparaît formellement le 14 octobre 1956. Anthony Eden précise en effet ce jour là qu'il n'imagine pas que Londres vole au secours de Nasser dans le cas d'une attaque de Tsahal.

Il approuve ensuite l'idée du général Challe d'inciter Israël à attaquer préventivement l'Egypte par le Sinaï vers Suez. Français et Britanniques pourraient alors poser un ultimatum aux deux belligérants demandant l'évacuation de la zone pour assurer la liberté de navigation sur le canal. Le refus prévisible de Nasser légitimerait une interposition franco-britannique sans obliger les alliés à prendre le Caire. Le plan Challe devient le plan Eden.

Une réunion est organisée à Sèvres le 22 octobre pour convaincre les Israéliens de l'accepter. La représentation israélienne est conduite par messieurs Ben Gourion, Peres et le général Dayan. Les Français sont représentés par messieurs Mollet, Bourges-Maunoury et Pineau.

*Alors que le Premier ministre israélien semble assez réticent, son homologue le tance durement : « Intervenons-nous ensemble contre Nasser ? Si oui, c'est aujourd'hui ou jamais que cela doit être décidé. Nous avons réussi le tour de force (...) de vous mettre en présence des Anglais. Vous saurez de leurs bouches même quelle garantie de non-agression ils sont prêts à vous donner si nous déclenchons ensemble (...) l'opération militaire destinée à mettre un terme (...) au plan de guerre du Raïs ».*

Quant à l'avis américain, Guy Mollet insiste sur l'habitude des Etats-Unis à soutenir la liberté en péril, mais aussi sur leur manque d'anticipation. Il plaide une fois encore pour agir avec urgence.

Sourd à tous les arguments, Ben Gourion annonce dans un premier temps son retrait des négociations et son retour en Israël. Contraint de différer son départ, il finit par accepter le 23 octobre - stratagème ou hasard du calendrier ? - ce qu'il avait refusé la veille.

C'est ainsi que, de petit Etat géographiquement proche de l'Egypte, Israël se retrouve l'allié de deux puissances mondiales pour une aventure diplomatique d'envergure. La stratégie française retrouve ainsi la cohérence perdue lors des négociations séparées avec les deux autres pays. L'alliance

britannique indispensable est enrichie d'un appui israélien fort précieux. Mais Paris reste le ciment d'une coalition fragilisée par l'absence d'un objectif commun.

### 2.4.3 Le renforcement de Tsahal

Il faut se rappeler que huit ans après sa naissance, l'Etat hébreu a une puissance militaire limitée par son équipement matériel. Au delà des accords politiques conclus, la France cherche donc à doter Israël d'une puissance militaire cohérente avec sa politique étrangère.

Les 17 et 18 juin, des échanges secrets se déroulent entre le général Dayan, le général Challe et le directeur du S.D.E.C.E<sup>9</sup>. Des facilités sont accordées aux israéliens pour acheter des armes. Ainsi, Israël doit-il acquérir 72 Mystère IV et 200 chars de combat. En échange, Tel Aviv s'engage à transmettre tous les renseignements en sa possession sur la rébellion algérienne.

La nationalisation du canal de Suez donne un nouvel élan aux échanges franco-israéliens. La perspective d'une action commune contre Nasser incite la France à accélérer le commerce guerrier avec l'Etat hébreu dans l'idée d'obtenir des renseignements sur les forces égyptiennes, mais aussi des bases de départ possibles pour une action contre Nasser. Selon Abel Thomas « *Tous les moyens étaient bons pour livrer les armes nécessaires à Israël* ».

Plus précisément, les Israéliens ne se sentaient pas prêts sur le plan aéronautique. Les Français leur ont donc proposé d'assurer la défense aérienne de leur territoire. Il s'agissait de livrer à Israël 24 Mystère IV en plus des 12 qui avaient été autorisés par les Etats-Unis<sup>10</sup>.

Dans le même temps, l'état major de l'armée de l'air planifiait la mise sur pied d'une division aérienne à Chypre. Mais il fallait passer outre l'autorisation de l'OTAN à qui ces avions étaient dédiés.

C'est ainsi que, en supplément des forces aériennes basées à Chypre, deux escadrons de l'armée de l'air ont été envoyés en Israël et ont opéré sous les cocardes de Tsahal avec des pilotes français munis de faux papiers.

## 2.5 Ne pas provoquer l'Amérique

En 1956, l'importance internationale des Etats-Unis ne peut plus être ignorée. Lors la crise de Suez, Paris a bien compris que la diplomatie américaine ne peut officiellement appuyer une opération de vive force en Egypte. Leur position officielle en faveur de la décolonisation et la proximité des élections présidentielles l'interdit. Mais au delà de cette façade, Paris espère que Washington appuiera l'action franco-britannique moyennant quelques précautions et se félicitera du succès de l'opération a posteriori. Cet espoir sera déçu.

L'accord tacite des USA pour une intervention armée est donc recherché au début de la crise car la main mise américaine sur l'OTAN ne permet pas de se passer de leur avis pour utiliser les matériels militaires dédiés à l'organisation, mais également car la participation anglaise à l'opération n'est pas concevable en juillet 1956 sans l'avis des Etats-Unis.

Ensuite, les atermoiements de la diplomatie américaine au cours de l'été 1956 finissent par agacer le gouvernement français. Monsieur Pineau en déduit, début septembre, que l'implication américaine n'est plus envisageable. Il rejoint l'opinion de Guy Mollet sur John Foster Dulles et se félicite du ralliement d'Anthony Eden à l'idée française après la saisie du conseil de sécurité de l'ONU.

Finalement, mi-octobre la coalition franco-britannique décide de ne plus tenir compte de l'avis américain dans le conflit. Cette position officielle est d'ailleurs plus sincère en France qu'en Angleterre où elle est constamment remise en cause.

Pourtant, le 18 octobre Guy Mollet décide de « *dégeler les américains* ». Il organise une fuite par l'intermédiaire de monsieur Chaban Delmas<sup>11</sup> pour annoncer la planification d'une opération franco-anglo-israélienne. Ainsi espère-t-il prévenir les Etats-Unis sans les obliger à réagir officiellement. Leur

<sup>9</sup> Service de Documentation Etrangère et de Contre Espionnage. Ce sont les services secrets français.

<sup>10</sup> Notons que ces avions avaient été payés par les USA dans le cadre du plan Marshall !

<sup>11</sup> Jacques Chaban Delmas avait confié ce projet à l'ambassadeur américain à Paris, monsieur Douglas Dillon.

réaction prévisible devant le fait accompli devrait vite devenir caduque après le succès rapide des opérations militaires.

## 2.6 Préparation de l'avenir politique de l'Egypte

Dans un tel contexte de négociations diplomatiques et de préparations militaires, la France ne perd pas de vue l'objectif recherché. Il s'agit bien d'obtenir la chute de Nasser et son remplacement aux affaires par un chef moins turbulent. Mais si Guy Mollet et Anthony Eden sont d'accord sur la finalité, la quête d'un remplaçant oppose, en revanche, les deux amis. Faute d'un accord, les deux Etats travaillent séparément.

Les Britanniques pensent au prince Abdul Monheim, fils d'Abbas Hilmi II qu'ils avaient déposé en 1914, mais celui-ci ne veut pas accepter avant le débarquement allié en Egypte.

Guy Mollet quant à lui préconise de restaurer le gouvernement du général Néguib évincé par Nasser. On ne peut en effet le suspecter d'amitié pro-française ou pro-anglaise. Seulement Néguib vit au Soudan, plutôt favorable à Nasser.

Pour s'assurer de la viabilité de sa solution, le Président du conseil envoie deux hommes en mission au Soudan. Jacques Piette, le diplomate est un ami de Guy Mollet. Il doit obtenir la neutralité bienveillante de Khartoum dans la crise, mais aussi convaincre Néguib de revenir aux affaires. Georges Plescoff est quant à lui chargé de la partie financière de la tractation. Il a délégation pour engager les sommes nécessaires à l'entreprise. Son budget est énorme en comparaison du budget soudanais.

Les deux hommes arrivent à Khartoum le 31 octobre et leur mission se déroule bien. Le soutien du Soudan leur est acquis ainsi qu'une attaque symbolique de l'Egypte pour fixer des troupes de Nasser au sud. Les exigences financières de Khartoum restent bien inférieures aux valeurs redoutées par Georges Plescoff.

En ce qui concerne le ralliement de Néguib aux vues françaises, il se présente sous les meilleures auspices. Le dirigeant déchu accepte de revenir aux affaires sous réserve d'assurances anglaises et françaises. Il s'engage alors à négocier une paix durable avec Israël et à mobiliser le Wafd<sup>12</sup>, seule force politique constituée éloignée du pouvoir en Egypte.

Cette mission particulière au Soudan a permis de trouver une solution au problème de la succession de Nasser. Elle n'a pas été mise en œuvre, mais a aidé à contenir l'opposition soudanaise officielle aux opérations en Egypte. Bien que les relations diplomatiques aient été rompues avec Londres, les avions anglais et français purent toujours se poser sur l'aéroport de Khartoum.

## 2.7 Le culte du secret

Une caractéristique de cette opération réside dans le secret qui a entouré sa conception.

En France, dès le lendemain de la nationalisation du canal, les conseils ministériels qui analysent la situation sont restreints. Seuls messieurs Bourges Maunoury et Pineau sont conviés. Dans le milieu militaire, le général Challe avait une vue d'ensemble du problème, mais il était le seul. Les secrétaires d'Etat aux trois armées eux-mêmes n'en connaissaient qu'une partie.

Les autres membres du gouvernement ne sont même pas informés. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avait même prévu de partir pour la Grèce la veille du déclenchement des opérations !

A Londres, début août, le Foreign Office exige que seuls le président du conseil, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères et les chefs d'état major soient mis au courant des préparatifs. Les Britanniques tiennent en outre à ce qu'Israël soit tenu à l'écart des préparatifs de façon à préserver la politique arabe du Royaume Uni.

Pourtant, des contacts fréquents existent entre Shimon Peres et monsieur Bourges-Maunoury. Ils sont donc farouchement dissimulés à Londres.

De même, les négociations avec Khartoum pour trouver un successeur à Nasser sont entourées d'un grand secret vis à vis de tous les Etats. Au sein même du gouvernement français, l'idée suggérée à Guy Mollet par un soudanais chrétien appartenant au Mossad n'est pas débattue en conseil des

---

<sup>12</sup> Parti libéral au pouvoir de 1919 à 1952.

ministres. Seul le ministre des finances, Paul Ramadier est dans la confiance pour concevoir un montage financier qui couvre l'opération.

Lors des négociations diplomatiques, les ambassadeurs de France eux mêmes ne sont pas mis au courant des visites de personnalités. Les attachés militaires en savent souvent davantage, comme l'amiral Amman à Londres. Ainsi, le Premier ministre britannique recevant l'ambassadeur de France à Londres le 16 octobre 1956, juste après la réunion secrète autorisant la participation d'Israël à l'opération franco-britannique est surpris de constater que Jean Chauvel ignore tout : « *Visiblement déconcerté de constater ... que je n'étais pas dans le coup, ... il me garde pendant trois quart d'heure, me parlant de n'importe quoi* ».

Ce culte du secret a des implications très importantes à la veille de l'intervention. En particulier, interrogés par des responsables américains sur les indices d'intervention en Egypte, les diplomates européens ont beau jeu de démentir, puisqu'ils ne savent rien. Ainsi, le 28 octobre, le chef du Foreign Office interprète la mobilisation israélienne comme une menace d'attaque contre la Jordanie !

## 2.8 Influence du facteur temps

La France mise sur la rapidité d'action pour vaincre Nasser au moindre coût et limiter l'ampleur de la réaction internationale mais surtout américaine. L'histoire diplomatique de la crise de Suez met en exergue ce principe à de nombreuses reprises, de la conception de l'opération aux efforts consentis pour retarder le cessez le feu le 6 novembre. Nous verrons combien l'incompréhension entre Paris et Londres sur l'importance cruciale du temps a compté dans les derniers jours.

### 2.8.1 Le temps au service de la diplomatie

Sur la scène politique, les Français savent que le temps travaille contre eux et pour les Egyptiens qui peuvent se préparer à faire fonctionner le canal de Suez de façon autonome, y compris sans les pilotes européens du canal. Le Caire bénéficie aussi de la baisse d'intensité de la désapprobation internationale après la nationalisation du canal. Le temps permet ainsi à Nasser de consolider son coup de force politique.

La conférence de Londres a montré l'absence d'unité internationale sur le sujet, mais surtout la baisse de l'intérêt des nations au fil du temps. Les réactions virulentes cèdent le pas à la négociation.

Parmi les acteurs influants, l'union soviétique a fort à faire pour échapper à l'enlèvement en Pologne comme en Hongrie et la position attendue des Américains est rendue délicate par leur situation intérieure. Le président Eisenhower est en effet préoccupé par sa réélection.

Paris considère donc comme un avantage d'agir avant novembre et plaide pour limiter les négociations diplomatiques qu'elle juge par ailleurs stériles. C'est pourquoi, tout au long de l'été 1956 mais de façon plus insistante à partir des négociations de Sèvres, le 22 octobre, Guy Mollet et monsieur Bourguès-Maunoury insistent sur la nécessité d'agir au plus vite. Les minutes sont comptées pour éviter un nouveau Munich, mais aussi pour profiter des difficultés russes en Hongrie<sup>13</sup>. Leur intervention à Budapest les encombre sur la scène internationale. Mais il ne faut pas tarder.

### 2.8.2 Le temps au détriment des militaires

Pour appuyer l'avis diplomatique français, les militaires proposent d'accélérer l'intervention en Egypte pour quatre raisons principales. Elles tiennent tant aux capacités égyptiennes qu'aux opérations en cours et à la météorologie.

Tout d'abord, chaque jour qui passe permet à Nasser de renforcer son dispositif armé. La présence de techniciens du bloc de l'Est constitue un atout qui leur permet d'accroître leur entraînement et d'élever le niveau d'entretien des matériels. La rapidité d'intervention est donc pour les alliés un gage de sûreté car elle limite les opportunités égyptiennes de réagir aux initiatives franco-britanniques. Guy Mollet

---

<sup>13</sup> La Hongrie est en proie à un mouvement libéral qui tente de se soustraire à la tutelle soviétique.

insistait même fin juillet sur la nécessité d'agir dans l'urgence, si possible avec les Anglais, mais éventuellement sans eux.

Ensuite, les troupes nécessaires aux opérations proviennent pour partie des forces déployées en Algérie. Tout retard est donc préjudiciable aux actions de maintien de l'ordre dans ces départements.

De plus, l'incertitude sur la date de déclenchement a contraint l'état-major à prépositionner des unités à Chypre dans des conditions précaires. L'attente les dessert tant d'un point de vue pratique pour l'entraînement que du point de vue moral.

Enfin, l'opération militaire comporte nécessairement un volet aéro-maritime important qui requiert une météorologie favorable. Statistiquement, le mois d'octobre semble constituer une limite tardive à ne pas dépasser.

### 2.8.3 Une action continuellement repoussée

Malgré une énergie constamment déployée pour entraîner les alliés à l'action, Paris est contraint de repousser à trois reprises le jour « J ». Mais le commandement militaire anglais n'est pas persuadé de cette urgence.

Initialement fixé au 15 septembre, Anthony Eden décale une première fois<sup>14</sup> le jour l'intervention au 26 septembre en raison des lenteurs consécutives à la première conférence de Londres.

Ensuite, le 12 septembre, le comité restreint anglais adopte le plan Mousquetaire révisé qui prévoit la réduction des forces britanniques d'une division. La nouvelle date de l'offensive devient alors le 1<sup>er</sup> octobre.

Plus tard, persuadés de la fourberie de John Foster Dulles, Guy Mollet et Anthony Eden décident de saisir le conseil de sécurité de l'ONU contre l'avis américain. Ils repoussent encore la date de déclenchement de l'opération au 8 octobre pour tenir compte d'un délai de réflexion.

Début novembre enfin, alors que la situation intérieure anglaise se détériore, le gouvernement français est contraint de rappeler à Londres l'impérieuse nécessité de hâter le débarquement pour respecter les accords militaires passés avec Israël, mais aussi pour laisser aux militaires une certaine liberté d'action. Il s'agit dans l'esprit français d'une stratégie de mise de l'ONU devant le fait accompli avant que l'action franco-anglaise ne soit condamnée par la communauté internationale.

Ainsi l'acharnement constant des français pour accélérer le déclenchement de l'opération se poursuit jusqu'à la fin des actions militaires. Mais il n'est jamais véritablement compris par les militaires britanniques.

### 2.8.4 Ultime tentative pour conclure militairement

Après le déclenchement des hostilités contre l'Égypte, l'ampleur et la célérité de la réaction internationale orchestrée par les États-Unis devant l'ONU suscitent un vent d'incompréhension chez les Français et les Anglais. La fourberie américaine leur éclate en plein visage (ils savaient, ils ne peuvent être surpris...).

C'est également à ce moment que la tragédie hongroise prend fin et que l'URSS adresse à Paris, Londres et Tel Aviv son ultimatum pour faire cesser l'agression contre l'Égypte.

Dès le 31 octobre, la stratégie française vise à accélérer le cours de l'opération en hâtant le débarquement. Il est impératif de devancer le vote de l'assemblée générale des Nations unies et la condamnation internationale. Guy Mollet estime que les Américains seront bien contents d'approuver la victoire franco-anglaise après coup. Dans cet esprit, les tergiversations britanniques des 1<sup>er</sup> et 2 novembre exaspèrent Paris. Tout dans l'attitude anglaise semble accrédi-ter un abandon dans la course engagée. Selon le CA Lancelot, l'opération se caractérise par l'indécision politique « *tant sur les buts à atteindre que sur les moyens d'atteindre ses buts* ».

Pendant ce temps, la délégation française à l'ONU s'efforce d'attirer l'attention du monde sur les événements de Hongrie.

---

<sup>14</sup> Décision prise le 28 août 1956.

En fait, Anthony Eden commence à être aux prises avec des problèmes insurmontables. Lorsqu'il annonce son intention de capituler, son homologue français le pousse encore à retarder au maximum l'échéance du cessez le feu.

L'idée de Guy Mollet consiste à conquérir le maximum d'emprise territoriale en Egypte avant l'arrêt des combats, pour augmenter le poids de la coalition lors de la négociation du désengagement. C'est pourquoi il espère que le général Beaufre ordonnera au général Massu de prendre Ismaïlia le 5 novembre. Les premiers résultats obtenus par les parachutistes sont encourageants et permettent en effet d'envisager une reddition rapide des égyptiens.

Seulement, la décision relève du commandant de l'opération à Londres.

Au cœur de la lutte, Guy Mollet a le soutien de son gouvernement. Lors d'un petit déjeuner de travail le 6 novembre, il a même reçu l'assentiment de son équipe pour continuer les combats. Finalement, il endosse personnellement l'abandon des opérations militaires françaises le 6 novembre au soir *"Je viens de décider l'arrêt des opérations en Egypte. Excusez-moi d'avoir pris seul cette décision, mais voici vingt-quatre heures que je tiens les Anglais à bout de bras."*

A cette occasion, la pression américaine exercée sur les dirigeants européens fut très forte. La menace d'action armée par l'Union soviétique a sans doute assez peu compté, mais la capacité de résistance des gouvernants était épuisée par la tension internationale des derniers jours.

## 2.9 Les leçons d'un échec

Malgré son retrait sans gloire, l'armée française a démontré sa valeur opérationnelle et lavé les humiliations subies en Indochine. La Nation a démontré sa cohésion. Elle a repris confiance en elle, grâce à une politique volontariste et, pour une fois sous la quatrième République, un exécutif entreprenant. Mais à cette époque la cinquième République n'est plus très loin.

En revanche, la France est bafouée aux yeux des Etats, particulièrement en Afrique et dans le monde arabe. Cependant, la réconciliation franco-américaine ne tarde pas.

-oOo-

La stratégie française mise en œuvre peut se caractériser par une initiative permanente et la recherche constante d'une plus grande liberté de mouvement. Elle s'appuie sur une bonne compréhension de la situation internationale. Elle est seulement surprise par l'ampleur de la réaction américaine après le déclenchement des opérations militaires. En revanche, la dissimulation permanente par Paris de ses objectifs et de ses solutions alternatives a certainement pesé dans l'échec de la campagne de Suez. La France manquait probablement de conviction face à ses alliés.

## 3 Stratégie britannique

L'étude de la stratégie française dans la crise de Suez met en évidence l'importance accordée aux bonnes relations entre Paris et Londres. Il était en effet inenvisageable pour la France de tenter une telle aventure sans le soutien britannique, mais, dans le même temps, les réticences de la Chambre des représentants ont constitué un frein au succès de l'entreprise.

L'Angleterre a été entraînée malgré elle dans une entreprise armée condamnée par ses chefs militaires mais aussi par ses diplomates. Confrontée à l'héritage pesant de sa politique au Moyen orient, elle a davantage suivi les impulsions françaises que précipité l'action. En particulier, il faut avoir présent à l'esprit que des troupes britanniques étaient encore présentes en Egypte jusqu'en 1956.

Nous étudierons les efforts britanniques pour trouver une solution qui lui permette de se libérer de son engagement hâtif aux côtés de la France, puis le peu d'empressement des militaires pour mettre en œuvre une stratégie qu'ils désapprouvent.

L'ensemble de ces réticences permettra d'expliquer la faiblesse de la démocratie anglaise. Elle était asservie à une politique américaine qu'elle ne comprenait pas et soucieuse de préserver son rôle passé au Moyen Orient.

### 3.1 Motivation de l'intervention britannique

Il faut reconnaître avec Philippe Masson que Londres poursuivait deux objectifs apparemment inconciliables en s'engageant dans la crise de Suez : il fallait abattre Nasser sans s'aliéner le monde arabe. Mais surtout, la réaction anglaise ne saurait être comprise sans intégrer l'influence déterminante de l'amitié qui unit Anthony Eden et Guy Mollet.

En premier lieu, Nasser menace le rôle traditionnel de la Grande Bretagne au Moyen Orient. En effet, à l'exception de l'Arabie Saoudite liée aux Etats-Unis, la région vit depuis 1919 sous l'emprise britannique. Or le dictateur égyptien est considéré par Londres comme l'instigateur des mouvements nationalistes arabes. Récemment encore, l'idée de la destitution du britannique Glubb Pacha par le roi Hussein de Jordanie est attribuée au Raïs. L'Angleterre redoute donc que cette première atteinte à sa position dominante au Moyen orient ne soit suivie d'autres plus graves comme la déstabilisation de l'Irak.

Mais surtout, le Premier ministre britannique est convaincu que le Raïs est un dictateur à l'aune de Mussolini ou d'Hitler. Il est d'autant plus obsédé par le précédent de Munich, qu'il s'était opposé en 1938 aux accords signés. Il redoute donc les étapes suivantes du plan de Nasser, surtout si la nationalisation du canal modifie la liberté de transit du pétrole depuis le golfe arabo-persique. La fermeture de Suez étranglerait le Royaume Uni qui ne dispose que de trois semaines de réserves en pétrole et dont 90% du pétrole transite par le canal.

Enfin, Anthony Eden, indigné de ces bouleversements récents à la stabilité régionale, reporte sur les Etats-Unis la responsabilité des événements. Le refus de Washington d'adhérer au pacte de Bagdad<sup>15</sup>, l'encouragement américain aux mouvements de décolonisation comme aux nationalistes égyptiens et irakiens sont intolérables au Premier ministre britannique.

Cette politique lui semble favoriser les mouvements subversifs hostiles à l'occident et contribuer à servir l'entreprise soviétique de déstabilisation au Moyen Orient.

La stabilité du Moyen Orient est donc une nécessité stratégique pour Londres. Elle justifie la réaction virulente du gouvernement contre Nasser. Le rapprochement avec Paris est donc tout naturel. Non seulement la France est une puissance coloniale ancienne, mais elle est aux prises avec la rébellion algérienne. Plus encore, l'amitié personnelle d'Anthony Eden pour Guy Mollet l'incite à adhérer de façon très forte au projet de réaction parisien. Le Premier ministre est suivi en cela par le chef du Foreign Office et par le chancelier de l'Echiquier.

### 3.2 Réticences initiales

La réaction épidermique d'Anthony Eden ne fait pourtant pas l'unanimité en Grande Bretagne. En particulier, les militaires sont opposés à une opération de vive force en Egypte. De plus, les liens puissants qui unissent traditionnellement Anglais et Américains induisent des différences d'appréciation entre Londres et Paris. Elles se manifestent par une politique de refus d'intégrer Israël, mais aussi sur le plan de la tactique militaire.

A la tête de la hiérarchie, le ministre de la Défense lui même est très réservé. Il n'est pas persuadé de la nécessité d'intervenir, surtout aussi précipitamment. De même, les généraux britanniques sont réticents, voire franchement hostiles comme Lord Mountbatten. Ils ont l'impression de monter une opération coloniale d'un autre âge contre des frères d'armes. Un traité d'assistance n'a-t-il pas été signé en 1954 avec le Caire en cas de conflit au Moyen Orient ?

---

<sup>15</sup> Projet d'association de la Grande Bretagne, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran et du Pakistan en 1955 contre l'Union soviétique, mais aussi contre l'extension des thèses pan-arabes issues de la révolution nassérienne. Les Etats-Unis, sollicités, n'y ont jamais adhéré.

Les militaires britanniques sont encore surpris de l'ardeur belliqueuse des français. Ils profitent de la direction de l'opération qui leur est confiée pour retarder l'action. Prévue initialement mi-août, elle ne se réalise qu'au mois de novembre ... Il est vrai qu'elle portait initialement un nom prédestiné : « Terrapin »<sup>16</sup>.

Enfin, les méthodes de travail diffèrent entre les deux nations. Le commandement centralisé des français s'oppose à l'esprit de concertation des britanniques. La dispersion des états majors ajoute encore à la lourdeur du dispositif de planification. La méfiance est même de mise entre français et anglais. La dissimulation est de rigueur, les sous-entendus nombreux.

Malgré ces réticences, la planification est ordonnée par le Premier ministre. Seule concession à la prudence de l'Armée, Anthony Eden accepte de ne rien entreprendre sans l'aval des américains. Il télégraphie dès le 27 juillet au président Eisenhower son intention d'intervenir au besoin par la force et son désir que les lignes de conduite occidentales soient accordées. Le lendemain, le ministre anglais des affaires étrangères précise encore à l'ambassadeur de France à Londres que « *Ce n'est pas la peine de s'engager si nous ne sommes pas sûrs d'aller jusqu'au bout. ... Mais on ne sera sûr de pouvoir le faire que lorsque la position américaine sera complètement connue* ».

L'adhésion formelle des Anglais à la proposition française date du 5 août. Il faut reconnaître qu'elle est un peu forcée et recèle déjà des germes d'échec.

### 3.3 La quête d'une intervention légitimée

Même si la légitimité d'une intervention militaire en Egypte ne fait aucun doute en Angleterre comme en France, les Britanniques recherchent toutefois une couverture légale à leur action.

La Grande Bretagne considère que la conférence internationale de Londres, organisée par les Etats-Unis fin août 1956, peut justifier une intervention. Le Premier ministre se fonde sur l'avis américain qui dénonce l'initiative égyptienne mais n'envisage le recours à la force qu'en cas de refus de Nasser de se ranger aux propositions internationales. Et Anthony Eden est persuadé du refus égyptien, notamment en ce qui concerne la gestion multinationale du canal de Suez. Elle est inacceptable pour Le Caire. Il convient juste de l'attendre pour revêtir l'intervention projetée d'un habit légal et bénéficier de l'appui américain. C'est pourquoi les alliés préparent le déclenchement de l'opération « Mousquetaire » pour un jour « J » à fixer entre les 13 et 19 septembre.

Seulement, les Américains cherchent à éviter l'intervention armée franco-britannique à tout prix. Et puis Nasser comprend vite le piège qui lui est tendu. Le refus égyptien tarde donc jusqu'au 9 octobre et les Etats-Unis programment une deuxième conférence de Londres pour la mi-septembre.

Anthony Eden émet alors l'idée de saisir le conseil de sécurité de l'ONU pour faire condamner l'Egypte. Le veto russe attendu doit permettre à la Grande Bretagne de recouvrer sa liberté d'action.

Naturellement Washington refuse de cautionner ce recours car il ouvre la voie à l'action armée. Anthony Eden et Guy Mollet passent outre et demandent le 23 septembre une réunion urgente du conseil de sécurité des Nations unies sur « l'action unilatérale du gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du canal ».

Forts du refus égyptien aux dispositions de la conférence de Londres et du veto russe du 13 octobre, la Grande Bretagne s'estime fondée à utiliser la force, malgré l'absence d'appui américain. Anthony Eden croit à la justesse de son analyse et juge les tentatives de persuasion de monsieur Dulles de peu d'intérêt. Plus encore, au lendemain des négociations de Sèvres, il est convaincu de la nécessité d'agir sans tarder.

C'est pourquoi il accepte le plan franco-israélien à Sèvres le 24 octobre.

---

<sup>16</sup> Petite tortue d'eau en anglais. L'animal n'est pas réputé pour sa vélocité.

### 3.4 Refus d'une collusion avec Israël

Même si l'action militaire planifiée semble légale, l'Angleterre, par son premier ministre, refuse absolument d'intervenir aux côtés d'Israël. En premier lieu, l'idée que le monde arabe puisse apprendre une collusion entre la Grande Bretagne et l'Etat hébreu lui est inacceptable. Elle pourrait remettre en cause la place de choix des Anglais au Moyen orient. Ensuite, Londres ne croit pas à la fiabilité de Tel Aviv. Elle redoute une attaque israélienne contre la Jordanie. Mais surtout, les Anglais n'ont pas digéré le camouflet subi en 1948 lors de la déclaration d'indépendance de l'Etat hébreu. L'amour propre de la Grande Bretagne est en jeu. Voilà pourquoi Anthony Eden refuse la proposition française initiale d'associer Israël à la planification. Il s'en ouvre à plusieurs reprises aux représentants français.

On conçoit donc la difficulté britannique à accepter les négociations de Sèvres fin octobre. Il s'agit d'une décision pragmatique et raisonnée, mais surtout contrainte par la nécessité de ne pas brusquer les Etats-Unis.

Anthony Eden cherche même à éviter toute trace possible d'une participation britannique. Rien dans les plans d'opérations ne doit permettre à qui que ce soit de prouver l'existence de négociations militaires avec Israël. On conçoit la ire du Premier ministre à la vue du mémorandum cosigné par les trois alliés, Israéliens, Français mais surtout Anglais à Sèvres le 24 octobre. Il tente même, sans succès, de faire détruire tous les exemplaires du document.

Le 31 octobre encore, lorsque Paris cherche à accélérer le débarquement pour devancer la cabale internationale en gestation, Anthony Eden est toujours préoccupé par le risque qu'apparaisse la collusion entre Londres et Tel Aviv.

Cette fixation britannique a pesé lourdement sur le déroulement des opérations de Suez. Elle a en particulier freiné le déclenchement des parachutages et le débarquement en Egypte et peut-être empêché le succès de l'opération politique envisagée.

### 3.5 Facteurs de ralentissement en Grande Bretagne

L'opposition interne à la Grande Bretagne a constitué le tendon d'Achille du gouvernement britannique. Faute d'avoir su réaliser l'union sacrée derrière lui, Anthony Eden a dû dépenser une énergie énorme pour résister aux assauts de la classe politique comme à ceux des militaires.

Outre l'opposition de fond d'une partie de la classe politique, les premiers obstacles politiques sérieux apparaissent dès l'annonce à la Chambre des Communes de l'ultimatum à l'Egypte et à Israël. L'opposition travailliste dénonce alors l'interventionnisme du gouvernement dans un contexte troublé par les événements de Hongrie. C'est la première épine dans le pied du Premier ministre. Elle l'incite à développer l'étude de solutions pacifiques allant dans le sens des conférences de Londres, mais aussi à repousser, à plusieurs reprises, les échéances de décisions. Monsieur Eden veut encore asseoir la légitimité internationale de l'opération.

Le 4 novembre enfin, la veille de l'opération déjà maintes fois repoussée, la Reine demande à son Premier ministre de consulter Hugh Gaitskell, le chef de l'opposition. Anthony Eden demande une énième fois au général Keightley de repousser le déclenchement de l'opération et doit subir les reproches français.

L'inertie politique britannique est complétée par celle des militaires. Nous avons évoqué la phase de planification, force est de constater que les généraux anglais conduisent l'action dans le même esprit. Le premier accroc se manifeste dès le déclenchement de l'offensive par Tel Aviv. En effet, les accords signés avec Israël stipulaient que la Royal Air Force bombarderait les aérodromes égyptiens trente six heures après l'intervention de Tsahal. Mais Londres craint que cette action précoce ne trahisse la collusion avec l'Etat hébreu. Le Royaume uni comprend mal la position militairement délicate des israéliens. Il faut l'intervention de messieurs Pineau et Bourguès-Maunoury pour qu'Anthony Eden fasse effectuer des frappes aériennes avec douze heures de retard.

Deux jours plus tard encore, alors que Paris souhaite hâter le débarquement en Egypte, les généraux anglais sont toujours ouvertement opposés à l'intervention franco-anglaises. Le général Keightley lui même, insiste pour que les opérations aéroportées prévues soient différées. Il allègue le regroupement des forces égyptiennes au sud de Port-Saïd sans comprendre l'enjeu politique de l'action.

### 3.6 La guerre psychologique

La partie psychologique de l'opération résume à elle seule l'ambiguïté de la démarche britannique. Elle avait été prise en compte sous deux aspects. Son résultat fut catastrophique, tant pour le largage des tracts par avions que pour la radiodiffusion.

Les largages de tracts au dessus de l'Egypte font partie de la guerre « aéropsychologique ». Ils sont engagés dès le 31 octobre dans la soirée. Leur message rappelle aux égyptiens que Nasser est la source de leur malheur et la cause des bombardements. Pour permettre aux analphabètes de le comprendre, une bande dessinée l'explique. Mais elle requiert une légende, ce qui en dit long sur son caractère persuasif !

En ce qui concerne la radio, une station « La voix de Grande Bretagne » doit émettre en anglais à partir de Chypre et Beyrouth. Toutefois, les commentateurs britanniques refusent de travailler par conviction personnelle. La radio émet donc en français vers un pays plutôt anglophone...

En fait l'effet psychologique le plus marquant de cette guerre est obtenu sur Nasser. Il comprend que le véritable instigateur de l'intervention israélienne est européen... Et sait en tirer les conséquences.

### 3.7 Dernière tentative diplomatique

L'échec franco-britannique dans l'arène politique internationale est vite compris par les deux alliés. Dès le 1<sup>er</sup> novembre, la position des alliés paraît intenable. Le 3 novembre, Anthony Eden, sentant que la situation se durcit à l'ONU et que Anglais et Français vont être isolés, tente de sauver la face. Il propose de compléter les troupes franco-anglaises par une force multinationale capable de séparer les belligérants. Cette solution est rejetée sans hésitation par le Président Eisenhower.

Pire, lorsque l'idée canadienne d'une force d'interposition surgit quelques jours plus tard, après le cessez le feu, les Français et les Britanniques en sont naturellement exclus.

Ainsi, la diplomatie de la Grande Bretagne s'affaiblit davantage encore, le pays se discrédite aux yeux des nations du Moyen orient qui admirent le succès de Nasser.

### 3.8 L'effondrement britannique

En somme, l'interventionnisme français relayé par le Premier ministre britannique n'a pas trouvé d'écho au Royaume Uni. En novembre 1956 Anthony Eden doit donc faire face à quatre fronts simultanés : le front militaire égyptien, celui de la diplomatie internationale, la scène politique intérieure anglaise et la guerre économique. Faute d'avoir su choisir à temps, monsieur Eden craque.

Anthony Eden est en effet soumis à une pression extraordinaire de la part des Etats-Unis qui rejettent systématiquement toutes ses initiatives pour trouver une sortie honorable à la crise, mais aussi de la part de ses alliés français qui lui reprochent de trop temporiser au risque de compromettre l'opération.

Parallèlement, il est incompris et isolé sur la scène politique britannique au point que sa démission est ouvertement demandée par les journaux. Cela achève de le miner. Le 6 novembre, quarante députés conservateurs menacent même de quitter le parti. Le Commonwealth est malade, la pression exercée sur le gouvernement est intenable.

Enfin, la guerre économique à laquelle l'Angleterre doit faire face revêt deux aspects principaux. Tout d'abord, avec le blocage total du canal de Suez fin octobre et l'interruption des pipe lines en Syrie, la Grande Bretagne perd les trois quarts de ses ressources en hydrocarbures.

Mais surtout, l'écroulement de la Livre Sterling fomenté par les USA asphyxie le pays. Le 5 novembre en effet, Washington a ordonné la vente massive de valeurs britanniques et la monnaie est tombée au niveau le plus bas de son histoire. Le prêt indispensable au rétablissement de l'économie anglaise est refusé par les Américains. Le Royaume uni est étranglé.

Ainsi, malade, oppressé à l'intérieur comme à l'extérieur, Anthony Eden se range aux injonctions américaines le 6 novembre à 11 heures du matin.

-oOo-

Dans la crise de Suez, le gouvernement a mené une politique faible, sans objectif clair. Sa diplomatie a donc été soumise à rude épreuve. A ménager l'opinion britannique par éthique, Anthony Eden s'est engagé dans une impasse vis à vis de l'allié français dont il voulait partager la détermination à agir. A ménager la susceptibilité américaine, il a renié la portée mondiale de la diplomatie anglaise. Enfin, à trop ménager l'allié français par amitié pour Guy Mollet il s'est fourvoyé dans une voie contraire à la prudence traditionnelle du Royaume Uni.

Dans les opérations militaires, la Grande Bretagne a manqué aux principes d'initiative et de liberté de mouvement en attendant chaque jour la leçon du lendemain, mais aussi à celui de concentration des forces en négligeant les leçons de l'expérience française lors des conflits précédents.

## 4 Stratégie israélienne

A priori rien ne prédisposait l'Etat hébreu à se faire respecter au Moyen orient. Sa politique extérieure en 1956 ne le prédisposait non plus à intervenir dans la crise de Suez. Les intérêts immédiats du jeune Etat n'étaient pas menacés par la nationalisation du canal et la faiblesse de sa puissance militaire aurait pu l'inciter à la prudence.

Pourtant, grâce à son esprit d'entreprise et à la compétence de ses diplomates, Israël a tiré bénéfice de la défaite franco-anglaise. Il a non seulement atteint un objectif stratégique en mer Rouge, mais s'est aussi hissé au rang des puissances politiques qui comptent au Moyen Orient. Nous verrons que sa stratégie s'est appuyée sur une bonne connaissance de la psychologie américaine, mais également sur la fraternité franco-israélienne pour surmonter son incompréhension de la politique extérieure anglaise.

### 4.1 Sécuriser les approches d'Israël

L'engagement d'Israël dans le conflit comporte naturellement un intérêt stratégique. Tel Aviv poursuit deux buts précis pour garantir un espace de manœuvre et de liberté au pays.

Tout d'abord, Israël veut prendre le contrôle du détroit d'Eilat, et par conséquent de la rive ouest du golfe d'Akaba. C'est une condition sine qua non de la sûreté de ses approches maritimes.

Ensuite, la conquête du Sinäï préconisée par les français dans le plan Challe présente l'avantage indéniable de donner à l'Etat hébreu un espace de manœuvre fort utile en cas d'attaque égyptienne, sans compter qu'elle offre de mieux maîtriser les opérations terroristes menées depuis la bande de Gaza.

En revanche, à la différence des français, la destitution de Nasser ne fait pas partie des objectifs israéliens. Si elle ne gâche rien, elle n'est pas nécessaire.

### 4.2 Recherche d'un statut international

#### 4.2.1 Garantie de l'existence d'Israël par les Etats-Unis

En 1956, Israël ne peut concevoir de garantir sa sécurité de façon autonome. C'est pourquoi, à maintes reprises, l'Etat hébreu a demandé aux Etats-Unis d'Amérique de garantir son existence. Mais Washington tient avant tout à préserver la stabilité du Moyen Orient. Une telle reconnaissance entraînerait ipso facto des réactions passionnées dans le monde arabe et compromettrait les intérêts américains dans cette partie du monde. N'oublions pas qu'une bonne part de leurs approvisionnements énergétiques provient du golfe arabo-persique et transite par le canal de Suez.

Devant le refus systématiquement opposé, Israël se sent démuné. La puissance militaire propre de l'Etat hébreu est très faible et les visées expansionnistes égyptiennes à son endroit sont de plus en plus pressantes. L'acquisition par Nasser de matériel militaire soviétique en 1954 consolide cette crainte.

#### 4.2.2 Accéder à la puissance nucléaire

L'idée israélienne pour obliger Washington à assurer son existence repose sur un chantage. Il s'agit d'obtenir de la France un réacteur nucléaire de recherche à eau lourde, comme celui fourni par le Canada à l'Inde, ainsi qu'une usine d'extraction du Plutonium. La science des ingénieurs israéliens permettrait alors de faire peser sur les Etats-Unis un risque inacceptable d'émergence d'une nouvelle puissance nucléaire.

La demande officielle du gouvernement israélien date du 13 septembre 1956. Elle reçoit un accueil favorable, tant du gouvernement français que du commissariat à l'énergie atomique (CEA). Fort de cet avantage, Tel Aviv compte proposer à Washington de renoncer au recours à l'arme atomique en échange de la garantie recherchée.

La décision française intervient le 25 octobre, au lendemain du revirement de Ben Gourion sur l'intervention israélienne en Egypte. Au delà de la coïncidence surprenante du calendrier, il faut surtout y voir une matérialisation prévisible des liens étroits entre les deux pays, la confiance entre les deux gouvernements, mais surtout l'amitié individuelle entre quelques hommes.

#### 4.2.3 Compter au nombre des grandes nations

Mais surtout, la crise de Suez est comprise par Tel Aviv comme une chance pour le petit pays d'accéder à la cour des grandes nations.

Lorsque Shimon Peres rentre de France le 24 septembre 1956 avec les demandes officielles de participation d'Israël à l'opération contre l'Egypte, David Ben Gourion est légitimement ému de voir son jeune Etat, encore fragile, sollicité par l'une des quatre grandes puissances mondiales : « *C'est la naissance de la première alliance sérieuse entre nous et une puissance occidentale. Nous ne pouvons pas ne pas l'accepter.* »

### 4.3 Répondre aux sollicitations françaises

L'opportunité qui se présente à l'automne 1956 n'est pas fortuite. Elle résulte d'une longue amitié entre les socialistes français et le gouvernement israélien et se fonde sur des contacts fructueux entre les services de renseignement des deux Etats. La nouveauté tient au rôle moteur de Tel Aviv qui sait entretenir l'interventionnisme français et se faire courtiser en dissimulant ses véritables objectifs.

#### 4.3.1 Entretenir l'ardeur belliqueuse française

Les négociations secrètes avec les Français étaient régulières. Fin septembre 1956 cependant, le Mossad parvient à convaincre Guy Mollet que Nasser a pour but ultime de détruire Israël. D'où l'idée d'une guerre préventive d'Israël contre l'Egypte sous le prétexte de riposter à une attaque de fedayin. L'idée séduit Paris qui n'a ensuite de cesse d'inclure Tsahal dans la planification de l'opération « Mousquetaire ».

#### 4.3.2 Ne pas trop s'exposer

Cela dit, si Israël a tout intérêt à s'associer à l'entreprise franco-britannique (nous avons vu son intérêt d'éliminer Nasser de la région pour briser la coalition arabe), il faut aussi considérer les risques importants encourus par ce petit Etat.

Premièrement, Ben Gourion insiste pour que son pays ne soit pas manipulé par les Français. Il veut traiter d'égal à égal, et n'imagine pas de déclencher seul les hostilités avec l'Egypte avant les rencontres de Sèvres.

En second lieu, Tel Aviv craint de faire les frais d'un échec potentiel de l'opération. Les pays arabes pourraient alors être tentés d'attaquer l'Etat hébreu. C'est pourquoi il insiste au début de la planification pour que l'accord américain soit acquis.

De plus, comme Ben Gourion ne croit pas à la fiabilité anglaise, il redoute une opération bipartite franco-israélienne. La Grande Bretagne pourrait être tentée d'intervenir pour défendre l'Egypte. C'est probablement pour tester la réaction anglaise que Ben Gourion décide de répliquer fortement en Jordanie à l'assassinat de deux ouvriers israéliens le 9 octobre 1956. Malgré un ton diplomatique sévère, Londres ne s'engage pas auprès d'Amman... Peut être le Royaume Uni s'est-il ainsi vengé de la destitution de Glubb Pacha par le roi Hussein !

### 4.3.3 Faire jeu égal avec les Français et les Anglais

Le refus initial du « plan Challe » par Israël lors de la conférence de Sèvres du 22 octobre 1956 tient sans doute compte de la prudence de Ben Gourion. Mais il serait réducteur d'oublier l'ambition du gouvernement hébreu. Tel Aviv veut être reconnu comme un acteur de premier ordre par les Européens. David Ben Gourion recherche une intervention « à trois ».

La volte face surprenante du Premier ministre israélien le 23 octobre atteste de cette volonté. Non seulement il accepte l'intégralité du plan rejeté la veille, mais il propose également dès le 24 la signature d'un protocole établissant les conclusions précises de l'accord conclu. Surpris, les diplomates le signent. Ben Gourion quitte ainsi les traits de l'allié impossible pour revêtir ceux de l'homme d'Etat incontournable. Il compte au nombre de ses atouts un partenariat avec deux grandes puissances mondiales.

Forts de cette victoire, Le général Moshe Dayan peut ordonner une mobilisation partielle de Tsahal dès le 24 octobre 1956.

## 4.4 Une victoire sans panache

A la fin de la crise, la décision de l'ONU de confier l'observation de la paix autour du Canal de Suez à une force internationale ne constitue pas à proprement parler une défaite pour Israël. Le petit pays accède, comme il le recherchait, au rang des puissances militaires et politiques incontournables.

En effet, non seulement Ben Gourion a su tenir tête au président Eisenhower à la fin des combats, mais il a aussi obtenu la reconnaissance implicite de son Etat dans le concert des Nations. La libre circulation des navires est assurée dans le golfe d'Eilat par l'accord conclu entre la France, l'Egypte et les Nations unies.

Tous les objectifs politiques et stratégiques du pays sont donc atteints au terme d'une campagne militaire décriée qui a néanmoins donné confiance à Tsahal et commencé à inquiéter les adversaires potentiels du peuple hébreu. Ses alliés, quant à eux, peuvent méditer l'efficacité de la stratégie « à tiroirs » mise en œuvre.

Plus encore, Tel Aviv accède à la puissance nucléaire et l'existence d'Israël est garantie par les Etats-Unis le 4 juin 1957.

-oOo-

La stratégie mise en œuvre par Tel Aviv dans la crise de Suez présente deux facettes distinctes.

Premièrement, le « jeune » Israël a fait montre de prudence et de discernement. Il a su ménager les instances internationales, mais aussi ses alliés, sans jamais entraver sa liberté souveraine.

Mais surtout, le « redoutable » Israël a remarquablement manipulé la France pour l'inciter à poursuivre dans son aveuglement belliqueux. Il a aussi su naviguer dans les méandres d'une alliance difficile avec la Grande Bretagne. En somme, il s'est imposé comme un grand Etat.

## 5 Stratégie égyptienne

En 1956, la force de l'Egypte est de bénéficier d'une idéologie conquérante qui stimule la nation et participe à son unité. Nasser est de plus un dirigeant charismatique. Il joue de cette qualité pour obtenir l'adhésion de ses concitoyens.

La stratégie égyptienne consiste à faire oublier la raison initiale de la crise pour condamner les attaques dont Le Caire est victime sur la scène internationale. Nasser utilise à son profit la contre attaque et rétablit sa liberté d'action en retournant à son profit les initiatives de ses ennemis.

Partout transpire la haine de l'occident. Elle se traduit par des actions occultes contre la France et la Grande Bretagne comme le soutien à la rébellion algérienne ou l'attaque des intérêts anglais au Moyen orient.

## 5.1 Le problème du barrage d'Assouan

### 5.1.1 Faire monter les enchères

La décision de Nasser de faire construire le barrage d'Assouan tient surtout à son désir de réaliser une œuvre qui assure son prestige personnel pour la postérité. Mais, il est confronté en 1955 au problème de son financement. Les travaux, estimés à 1 350 millions de dollars, sont hors de portée financière des Egyptiens.

Dans un premier temps, fidèle à son habitude couronnée de succès jusqu'alors, Nasser fait monter les enchères auprès des occidentaux. Il laisse courir le bruit selon lequel les Russes sont prêts à financer l'ouvrage. Il en résulte en décembre 1955 une offre anglo-américaine plus réaliste que Nasser feint d'ignorer. Il accepte même au printemps 1956 de signer un deuxième contrat d'armement avec l'URSS qui irrite les occidentaux. Il s'en faut alors de peu que Washington et Londres se désistent.

Finalement, le 17 juillet 1956, Nasser accepte le plan de décembre 1955 mais John Foster Dulles retire l'offre américaine le 19 juillet. Nasser a perdu sa partie d'échec ; il est ulcéré.

### 5.1.2 L'offensive gage de survie politique

A ce moment là, le Raïs doit absolument riposter pour ne pas perdre la face. Comme il tient absolument à la construction du barrage d'Assouan, deux solutions s'offrent à lui. Il peut se retourner vers les Russes, mais sans garantie, car le ministre des affaires étrangères de l'URSS a déclaré que « *le gouvernement soviétique ne s'occupe pas du barrage d'Assouan* », ou bien profiter de l'affront subi pour avancer son projet de nationalisation du canal de Suez.

La nationalisation annoncée triomphalement le 27 juillet 1956 à la tombée de la nuit, soit moins d'une semaine après le refus américain, traduit la préméditation de l'opération. Des études en ce sens étaient menées depuis deux ans mais la présence des troupes britanniques en Egypte en aurait empêché la réalisation.

Elle se trouve justifiée par la récupération au profit de l'Egypte des revenus du canal qui doivent permettre de construire le haut barrage d'Assouan. La réaction occidentale est alors très vive. Nasser a gagné la première manche grâce à sa détermination, mais son arrogance ne saurait lui autoriser le moindre faux pas.

### 5.1.3 Contrer la tentative de bloquer le canal

Parmi les tentatives occidentales pour faire plier Nasser, le retrait des pilotes européens du canal de Suez pose un problème au Raïs. Le 15 septembre, 139 pilotes européens quittent l'Egypte. Malgré un renfort de 20 pilotes en provenance du monde communiste, il ne reste plus que 95 pilotes, le 16, pour un minimum estimé par la société du Canal à 146.

Or ce jour là, le trafic sur le canal n'est pas perturbé. Nasser a réussi grâce aux pilotes égyptiens, mais aussi à la solidarité du bloc communiste qui lui a dépêché des renforts. Ce succès est amplifié par le ralliement de pilotes américains dans les jours qui suivent.

## 5.2 L'appel à l'ONU

Le premier appel égyptien à l'ONU fait écho à celui des Français et Anglais le 23 septembre. Cette contre offensive vise à bloquer une éventuelle condamnation internationale, même si Le Caire a reçu l'assurance du soutien russe sur ce point. Le 25 septembre 1956, l'ONU dénonce l'action menée contre l'Egypte par les deux nations européennes qui constituent « *un danger pour le pays et la sécurité internationale* ». Les Etats-Unis ont voté cette résolution.

La deuxième offensive égyptienne devant les instances internationales, le 4 novembre 1956, succède de peu à l'ultimatum franco-anglais. Dans la levée de boucliers que suscite l'intervention israélienne et la connivence de Paris et Londres, Nasser demande une réunion en séance extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies. Comme elle n'est pas suivie d'un vote, Paris et Londres ne peuvent s'y opposer.

Deux résolutions sont ainsi adoptées, l'une pour exiger l'arrêt des hostilités sous douze heures, l'autre (déposée par le Canada) pour demander la mise sur pied d'une force internationale de surveillance du

cessez le feu. Cette dernière résolution, dans l'esprit de la proposition d'Anthony Eden au Président Eisenhower, la veille, ne rencontre aucune opposition. C'est donc une demi victoire pour l'Egypte.

### 5.3 Le rebondissement militaire et politique

Les troupes égyptiennes ont subi l'effet de surprise de l'attaque israélienne dans le Sinaï. Elles ont opposé une résistance importante mais ont été défaites. Nasser sort dépité de cette première phase des combats. Il pouvait craindre la coalition franco-britannique mais ne s'attendait pas à être défait par son petit voisin. Le pouvoir vacille, l'entourage du Raïs le pousse même à démissionner.

A ce moment, le Wafd constitue la seule force véritablement organisée en Egypte.

C'est paradoxalement la guerre psychologique ratée des alliés qui sauve Nasser. Les tracts anglais largués au dessus de l'Egypte lui font comprendre qu'Israël fait partie de la coalition franco-britannique et que le véritable but des alliés est de reprendre le canal de Suez.

C'est pourquoi, piqué au vif, Nasser réagit, réorganise son dispositif militaire le premier novembre pour faire face à un débarquement franco-anglais. Les tergiversations alliées qui repoussent de jour en jour la date de leur intervention constituent d'ailleurs une aubaine pour le régime égyptien. Après avoir rapatrié ses troupes pour faire face aux alliés, Nasser organise la résistance et le fait savoir. Il en appelle au sens civique de ses concitoyens pour rejoindre les armées, les motive à grands renforts de propagande et affirme à qui veut l'entendre que *"Le Caire sera défendu, même s'il devient un second Stalingrad"*.

Pour renforcer ces mesures, Nasser confisque tous les biens français et anglais et menace d'obstruer le Canal de Suez.

Pire, il utilise la radio à son avantage et rassemble le Moyen Orient derrière lui. Tous les pays arabes mobilisent leurs troupes, jusqu'à l'Arabie saoudite qui propose d'attaquer Israël et à qui Nasser conseille, grand Seigneur, de ne pas intervenir.

-oOo-

En somme, pendant l'été 1956, Nasser joue les apprentis sorciers. Après l'attaque israélienne, il utilise une stratégie défensive face aux alliés, mais aussi de contre offensive systématique lors des agressions diplomatiques dont il est la cible.

Joué par le plan machiavélique des alliés, acculé, le Raïs rétablit sa liberté d'action par la force d'un orgueil démesuré et une rage anti-occidentale exacerbée. Il sait également utiliser à son avantage la communication, l'arme de l'ennemi.

Plus encore, il sait user d'une sorte de stratégie indirecte en laissant les Etats-Unis et l'URSS défendre sa cause devant les instances internationales.

## 6 Stratégie américaine

Les années cinquante sont marquées par une politique extérieure des Etats-Unis d'Amérique soucieuse de consolider la paix, mais également favorable à la décolonisation. Au Moyen Orient, la stabilité régionale leur semble menacée par l'ingérence de l'Union soviétique qui cherche à profiter des difficultés britanniques. Il est donc du devoir de Washington d'intervenir dans la crise de Suez, fut-ce au détriment de ses alliés, sans condamner directement l'Egypte qui bénéficie d'une bonne image aux USA.

La stratégie mise en œuvre par les Etats-Unis respecte le principe de l'initiative pour contrer les tentatives soviétiques de déstabilisation. Mais Washington professe aussi celui de la prééminence de la politique sur le langage des armes.

Cela se traduit par une grande réserve face à l'action conforme au « non-interventionnisme » traditionnel des Américains. Les Etats-Unis ne tiennent officiellement aucun compte des motivations française et britannique dans le conflit. Ils se posent comme des maîtres à penser et assoient leur position dominante sur la scène internationale.

## 6.1 Mesures de prudence

### 6.1.1 Bénéfice de la nationalisation pour les USA

Rappelons tout d'abord que les Etats-Unis possèdent une grande part de responsabilité dans les origines de la crise de Suez. Elles remontent au retrait par Washington de son offre de financer la construction du barrage d'Assouan.

Quoi qu'il en soit, pour Washington, la nationalisation du canal de Suez par Nasser, pour inacceptable qu'elle soit du point de vue du droit, présente tout de même l'avantage de mettre fin à l'hégémonie franco-anglaise dans cette région du monde. Ce n'est pas si mal puisque les Etats-Unis dépendent largement du canal pour leur approvisionnement en pétrole.

En fait, l'idée américaine est d'obtenir un statut international pour le canal de Suez. C'est pourquoi Robert Murphy suggère à Londres début août l'idée d'une conférence avec les principaux usagers du Canal afin d'instituer une autorité internationale chargée de gérer le Canal. Elle s'achève le 24 août sur un malentendu entre les Etats-Unis et les européens. Les Américains sont convaincus d'avoir sauvé la paix, alors que Français et Anglais croient détenir le blanc seing de Washington pour intervenir militairement.

Le 12 septembre, une deuxième conférence est annoncée pour le 19 à Londres. Mais elle s'ouvre sans aucune chance de succès compte tenu du refus égyptien d'accepter le principe de cette instance.

### 6.1.2 Eviter la précipitation

En fait, dès le début de la crise, les Etats-Unis affichent leur préoccupation de calmer les ardeurs belliqueuses française et anglaise. Ils ne veulent rien faire qui puisse précipiter les Egyptiens dans les bras du communisme.

Ils n'envisagent donc pas de condamner publiquement Nasser, de peur de cristalliser le nationalisme arabe. Le régime égyptien bénéficie de plus du soutien d'une large partie de l'opinion américaine. Robert Murphy, ancien consul américain à Alger, considère même que « *bien dirigé et judicieusement soutenu par l'occident, il ne peut être considéré comme un facteur dangereux* ». Il est même défini à l'occasion comme le « *George Washington du Moyen Orient* ».

Enfin, la proximité des élections présidentielles pousse le président Eisenhower à la prudence. L'importance de l'électorat juif pourrait influencer sur le résultat. Il n'accepte pas que son pays soutienne l'ennemi juré d'Israël. De plus, la Maison Blanche craint le poids du lobby cotonnier qui redoute la concurrence égyptienne.

Ainsi, lorsqu'ils sont saisis des intentions européennes, les Américains cherchent à tout prix à empêcher une riposte immédiate franco-anglaise. C'est pourquoi le président américain envoie Robert Murphy à Londres. Il assure ses interlocuteurs « *qu'une intervention américaine est impensable* ». Devant la détermination européenne, le président américain insiste encore auprès d'Anthony Eden. « *Il serait déraisonnable d'envisager actuellement le recours aux armes...le peuple américain en concevrait une grande amertume... Les conséquences pourraient en être d'une grande portée...* »<sup>17</sup>

Tant que la discussion prévaut entre les Etats-Unis et les alliés européens, la politique américaine persiste dans son ton modérateur. C'est peut-être l'une des raisons de l'incompréhension britannique de l'avis de Washington.

---

<sup>17</sup> Extrait de la lettre du Président Eisenhower adressée à A. Eden après la lecture du rapport de R. Murphy. Le Premier ministre britannique, obnubilé par l'adjectif « actuellement », ne comprendra pas la détermination du Président américain.

### 6.1.3 Négociations avec l'Égypte

Cependant, devant l'obstination prévisible des anglais et des français, Washington conseille discrètement à la diplomatie égyptienne de réparer les erreurs grossières de la déclaration du 27 juillet. Cette démarche comporte deux buts.

Le premier, diplomatique, vise à éviter la marginalisation du Caire en occident et son abandon aux bras soviétiques. Mais surtout, Washington ne peut accepter de remplacer un gestionnaire du Canal européen, bicéphale et connu par l'unique État égyptien plus imprévisible.

L'idée américaine consiste à instaurer à terme un organisme international de gestion du canal. Dans un premier temps, le statu quo actuel serait maintenu pour attendre que l'effervescence diminue. Les revenus du canal pourraient servir à l'entretien du canal et seuls les bénéfices superflus seraient affectés à la construction du barrage d'Assouan. C'est l'une des motivations de la première conférence de Londres.

## 6.2 Les Américains face à la coalition franco-anglaise

La réaction franco-anglaise à la nationalisation du canal de Suez gêne considérablement les États-Unis. L'alliance traditionnelle avec Paris et Londres depuis la première guerre mondiale marque les esprits et la prééminence des USA dans l'OTAN renforce le poids de l'histoire. Le dilemme qui torture la maison blanche est donc simple : faut-il entraver une action militaire qu'ils connaissent et comprennent, mais qu'ils ne peuvent soutenir officiellement ?

### 6.2.1 Pas d'intervention directe

En tout état de cause, les États-Unis ne peuvent intervenir ouvertement aux côtés de la France et de l'Angleterre. Selon Charles Bohlen, la voix officielle des États-Unis ne peut prendre fait et cause pour les alliés au risque de faire basculer le monde arabe dans l'univers communiste. La stabilité de la région en dépend.

Selon monsieur Foster Dulles « *les incidents malheureux que nous pourrions susciter doivent avoir une apparence naturelle* ». On conçoit alors que Washington puisse souhaiter le succès franco-britannique et favorise, sans s'y associer, les préparatifs engagés au début de l'été 1956.

Toutefois, pour le ministre américain, les manœuvres guerrières doivent raisonnablement se limiter à de la gesticulation. Mais cet avis n'est pas clairement mis en avant.

### 6.2.2 Les Américains savaient que l'opération se préparait

Si les Américains n'étaient pas tenus au courant du détail des préparatifs militaires, ils ne pouvaient les ignorer.

En effet, les rassemblements de forces et de matériels pour l'expédition imposaient de prélever sur les troupes intégrées à l'OTAN. Ainsi, le général américain Gruenther a-t-il dû donner des autorisations avec l'aval de John Foster Dulles.

De plus, la présence de la VI<sup>e</sup> flotte en Méditerranée leur permettait de suivre le mouvement de nos bâtiments. Selon le chef de la flotte française, elle constituait même une « *gêne considérable pour la mise en œuvre de l'aviation à partir de nos portes avions* ». De plus, peu de gros vols pouvaient échapper à leur vigilance.

Pour confirmer cette thèse, le Général Ladouce<sup>18</sup> rapporte que le 28 octobre, jour du départ de la 1<sup>ère</sup> escadre de l'armée de l'air vers Israël, l'officier de liaison de l'USAF se moquait de ses camarades en leur disant : « *vous ne savez pas ou vous allez, mais moi je le sais !* »

---

<sup>18</sup> Il était alors Lieutenant à la première escadre de chasse. Il fut envoyé en Israël d'octobre à novembre 1956.

### 6.2.3 Ils l'approuvaient

De même que les Etats-Unis ont certainement connaissance d'une intervention militaire en gestation, il semble également qu'ils en approuvent le principe pour limiter les ambitions de Nasser et bloquer l'avancée soviétique en Afrique.

En effet, les visées expansionnistes du Raïs et ses affinités imprécises pour l'URSS gênent Washington. Le président Eisenhower considère que l'Egypte est allée trop loin. Il déclare le 2 août : « *Le monde attend maintenant une réaction. Ce ne serait pas très difficile pour l'occident de régler cette affaire par la force, mais ce serait un problème de justifier une telle intervention aux yeux du monde* ». Quant au ministre de la Défense, John Foster Dulles, il considère qu'on ne peut pas demander aux anglais et aux français que le canal dépende du fanatisme égyptien. Chez les militaires américains, comme en France et en Grande Bretagne, Abdel Nasser est volontiers comparé à un nouvel Hitler. C'est ainsi que le définit l'Amiral Radford au conseil des chefs d'état major du 9 août.

Forts de la connaissance supposée de l'opération par les Américains, français et anglais concluent que Washington l'approuve. On peut même considérer, à l'instar du général Jouhaud, major général de l'armée de l'air<sup>19</sup>, que la diplomatie américaine souhaite secrètement le succès de ses alliés européens pour mettre un frein à la politique extérieure de Nasser.

Cette idée est corroborée par la déclaration de monsieur Bohlen, ambassadeur américain à Moscou à un diplomate français : « *Vous devez agir vite, vous n'avez pas trop de temps* ». Plus sûrement encore, John Foster Dulles confirme cet état d'esprit après la fin des hostilités : « *J'ai attendu pendant trois jours pendant lesquels vous n'avez rien fait de positif (...) J'espérais même que, pendant ce délai, les troupes franco-britanniques seraient arrivées au moins à Alexandrie, si ce n'est au Caire (...)* »

### 6.2.4 Ecarter la France du Moyen Orient

Un point gêne cependant le président Eisenhower. Dans l'opération projetée, la participation française risque d'augmenter le poids du pays au Moyen Orient. Or il n'en est pas question.

En effet, fin 1955 déjà, de nombreuses déclarations font état de la nécessité de tenir Paris en dehors de la scène politique dans la région. La France exaspère le couple anglo-américain. On lui reproche à mots couverts le bénéfice exorbitant qu'elle a retiré du dernier conflit mondial, son enlisement en Indochine, et son manque de stabilité politique. On lui envie aussi secrètement son poids culturel dans le monde arabe. Ses écoles ne sont-elles pas réputées ?

Mais surtout, sa politique algérienne la rend compromettante au Moyen Orient. Son colonialisme est à l'opposé de la politique d'émancipation prônée par le président Eisenhower. Les divergences entre Washington et Paris sur ce point minent l'alliance Atlantique.

Elles n'incitent pas les Etats-Unis à faire confiance à la France. Mais ils ne peuvent naturellement en faire état.

## 6.3 Affermissement de la position américaine

### 6.3.1 Indécision franco-anglaise chronique

Malgré une sympathie certaine pour leurs alliés traditionnels, les Etats-Unis ne pouvaient éviter de s'opposer officiellement à une intervention militaire en Egypte, ne serait-ce que vis à vis de l'URSS. L'indécision permanente des alliés franco-anglais a lourdement pesé dans cette condamnation.

En effet, ainsi que Guy Mollet l'avait pressenti, Washington aurait été bien content d'approuver la destitution de Nasser après coup, mais il fallait que la communauté internationale fut surprise par l'opération. John Foster Dulles le confirme le premier mars 1957 à Roger Duchet, considéré en France comme le chef de l'opposition : « *... J'espérais (...) que la condamnation que je ne pouvais éviter, tant pour des raisons intérieures que diplomatiques à l'égard de l'URSS, n'interviendrait qu'une fois le fait accompli.* »

---

<sup>19</sup> Cette assertion figure dans son ouvrage : « Ce que je n'ai pas dit ».

### 6.3.2 Considérations politiques

Le fil directeur de l'affermissement américain contre la position européenne respecte le principe de la prééminence de la politique sur la stratégie militaire. Mais l'écheveau était difficile à démêler dans la cacophonie officielle du début de la crise. Ainsi, les positions américaines fluctuantes pendant l'été 1956 sont souvent mal interprétées par les Européens.

Pourtant, l'idée de John Foster Dulles est faite dès le mois d'août. A avoir trop attendu, il est impensable selon lui qu'une action militaire en Egypte puisse résoudre la crise. Il en résulterait une union sacrée du monde arabe et d'une partie de l'Afrique contre les Anglais et les Français. Ils seraient partout obligés de se maintenir par la force et ruineraient leurs économies. L'URSS en profiterait pour s'établir au Moyen Orient et en Afrique : *« L'occident (...) s'est montré velléitaire et incapable de défendre ce qu'il considérait comme des intérêts vitaux. Je ne pouvais éviter d'en tirer les conséquences. »*

Cela dit, il cherche les moyens de réduire la position dominante de Nasser qu'il n'aime pas, et favorise ainsi les interprétations ambiguës de ses propos. Cet avis est repris par l'amiral Radford, chef d'état-major général à son homologue français fin octobre *« Nous sommes d'accord avec vous pour que Nasser tombe. Nous pensons pouvoir y arriver sans intervention militaire »*.

A terme, l'objectif du secrétaire d'Etat est de limiter l'influence européenne au Moyen orient en dotant le canal de Suez d'un statut international. Son exploitation doit être confiée à une association des usagers.

### 6.3.3 Eviter l'implication de l'ONU

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement américain cherche à contrer l'idée anglaise de saisir le conseil de sécurité des Nations Unies. Il en résulterait à coup sûr un veto de l'URSS qui décrédibiliserait l'organisation. En effet, le blocage justifierait une intervention militaire franco-anglaise pour résoudre le problème et bafouerait ainsi le principe de non recours à la force pour régler les différends.

La première tentative britannique date de la première conférence de Londres. Elle sombre dans l'incompréhension anglaise de la position américaine. L'explication est donnée par John Foster Dulles à Selwyn Lloyd fin septembre, lors de l'échec de la deuxième conférence de Londres : *« le veto soviétique... pourrait vous fournir la justification nécessaire à une intervention militaire. Or l'opinion américaine est hostile à tout acte de violence. N'oubliez pas que les élections à la présidence des Etats-Unis ont lieu dans quelques semaines »*.

Cette obstination anglaise explique le désarroi américain du 23 septembre, lorsque Français et Anglais s'affranchissent de ces réticences. Monsieur Dulles redoute alors la fin des Nations unies si l'Egypte était attaquée.

## 6.4 Coup d'arrêt à l'entreprise franco-britannique

### 6.4.1 Prise de conscience

Fin octobre, alors que les alliés Français, Britanniques et Israéliens s'acheminent vers une opération militaire commune, les Américains accumulent les indices d'une situation militaire anormale. L'ambassadeur anglais parti le 11 octobre n'a pas été remplacé à Washington, les réunions organisées à Tel Aviv pour discuter de la crise de Suez sont boudées, mais surtout, les mouvements militaires se multiplient en Méditerranée. Manifestement, les leçons de diplomatie de J.F. Dulles ne portent pas.

L'embarras américain est d'autant plus grand que les ambassadeurs occidentaux tempèrent de bonne foi les craintes exprimées (et pour cause puisqu'ils ne savent rien), de même que Douglas Dillon à Paris est rassuré par Louis Joxe au Quai d'Orsay qui ignore tout des préparatifs.

Le 28 octobre enfin, la CIA annonce l'attaque imminente de l'Egypte par Israël et les mouvements militaires britanniques sur Chypre. L'Amérique est incrédule.

### 6.4.2 Motivations de l'arrêt

Le lendemain, 29 octobre, l'annonce de l'intervention israélienne dans le Sinaï fait l'effet d'une douche froide aux responsables américains. Ils avaient imaginé une telle initiative et mis en garde Français et Israéliens contre cette entreprise mais personne ne les a écoutés. Leur amour propre est blessé.

Ensuite, l'attaque, à moins d'une semaine des élections présidentielles, pose un problème de conscience à la Maison blanche. Une intervention militaire des Etats-Unis pour aider l'Egypte risquerait de compromettre la réélection du président Eisenhower.

Plus encore, John Foster Dulles est persuadé, dès le 29 octobre, que l'intervention israélienne fait partie d'un plan d'opération impliquant au moins la France. Cynique, il considère qu'elle peut servir les intérêts américains en les libérant du devoir moral de soutenir leurs alliés européens.

De plus, l'émergence d'Etats socialistes relativement indépendants de Moscou en Europe de l'Est comme semble le démontrer l'exemple hongrois, constitue un « rideau » isolant le monde occidental de l'URSS et permet à Washington de se démarquer sans grand risque des positions européennes.

### 6.4.3 Se ménager l'initiative sur le plan international

La stratégie mise en œuvre par les Etats-Unis respecte le principe de l'initiative. Elle s'attache à discréditer l'action belliqueuse européenne pour fédérer le ressentiment international. Washington, menant le jeu diplomatique depuis la conférence de Londres, s'attache également à dominer la scène internationale devant l'ONU, surtout lorsque l'URSS tente de lui ravir la première place.

La première réaction américaine à l'invasion israélienne au Sinaï est de consolider les liens traditionnels avec les Britanniques. Le général Eisenhower s'en ouvre au diplomate anglais en poste à Washington : « *Il nous incombe à tous deux de tenir notre promesse d'aider toute victime d'une agression...* ». Il veut rallier Anthony Eden à la cause américaine et briser l'alliance entre la Grande Bretagne et la France. Ainsi envoie-t-il une lettre à son ami anglais comportant une violente diatribe contre Paris. Malheureusement, cette lettre se croise avec un message du Premier ministre britannique qui justifie l'action israélienne et un autre de Guy Mollet qui annonce l'intention des alliés d'occuper la zone du Canal.

Sans avoir encore notion de cet échec, le Président américain demande la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour ne pas laisser aux soviétiques l'opportunité de cette initiative.

La résolution proposée tient compte de la tentative du général Eisenhower de diviser Londres et Paris. Elle est rendue obsolète avant même son vote par l'annonce théâtrale des Soviétiques de l'ultimatum franco-anglais aux belligérants.

Une deuxième résolution américaine, beaucoup plus ferme, est alors discutée. Elle est rejetée par veto des Anglais et des Français, mais elle recueille la voix de l'URSS. L'ascendant américain le Kremlin se dessine. Enfin, lors de l'assemblée générale de l'ONU du premier novembre, Washington conserve l'initiative en demandant une condamnation de l'intervention et un arrêt de l'ascension aux extrêmes.

La succession accélérée de ces différents événements fait ressortir l'acharnement des Etats-Unis dans la bataille pour l'initiative diplomatique. Elle sera exacerbée par le ressentiment nourri contre les alliés franco-britanniques.

### 6.4.4 Un président bafoué

Le général Eisenhower prend conscience de la gravité de la situation lors de l'annonce par les soviétiques de l'ultimatum à l'Egypte et Israël. L'ego du président est blessé par le peu de cas que les anglo-français font de son avis : c'est « *une décision aberrante, car nous n'acceptons pas le recours à la force comme une fin en soi ou un moyen de régler les différends internationaux* ». Il considère enfin comme un affront personnel le déclenchement de l'opération à l'heure où il pourrait être paralysé par les élections. Guy Mollet le renforce d'ailleurs dans cette idée en reconnaissant le 30 octobre que le gouvernement américain « *n'a pas été tenu au courant des dernières dispositions (de peur que) vous nous empêchiez d'agir si nous vous consultions.* »

Cette atteinte à l'amour propre du Président constitue sans doute un point déterminant dans la suite des événements. Eisenhower est alors poussé à refuser en bloc tout ce qui émane des européens et transforme sa stratégie en un jeu bi-polaire Etats-Unis - URSS.

#### 6.4.5 Domination du débat à l'ONU

Dans la confrontation diplomatique entre Etats, Soviétiques et Américains sont des alliés objectifs contre la coalition franco-anglo-israélienne. Mais l'empêchement russe en Hongrie et en Pologne, allié à l'isolement de Paris et Londres mettent Washington en position de dominer la chorégraphie du ballet en cours devant l'ONU.

Les Etats-Unis appuient donc les initiatives russes pour condamner l'entreprise franco-anglaise mais ne votent pas la résolution soviétique du 30 octobre. Le veto des coalisés étant prévisible, la délégation américaine aurait pu l'approuver sans crainte, mais la lutte diplomatique entre les deux grandes puissances est trop importante. Un soutien à l'URSS représenterait un trop beau cadeau à la diplomatie soviétique.

Pour asseoir leur position dominante, contourner le bloc franco-britannique et relativiser l'adversaire soviétique, les Etats-Unis suggèrent à la Yougoslavie, pays accessible dans le monde socialiste, de demander une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a lieu le 31 octobre. Cette initiative permet à Washington de prouver au monde qu'il n'existe pas de chasse gardée russe que les USA ne peuvent atteindre.

Les autres initiatives étrangères limitant la domination américaine sur la scène internationale sont également écartées, comme l'ouverture d'Anthony Eden du 3 novembre proposant l'envoi d'une force d'interposition sous l'égide de l'ONU. La tentative française d'attirer l'attention du monde sur la situation en Hongrie est quant à elle ignorée.

Le mépris américain répondra aux anglais dès le 4 par le vote de la proposition canadienne reprenant la solution Eden et aux français par le dépôt d'une proposition demandant le retrait soviétique de Hongrie.

Enfin, Washington s'impose comme seul et unique maître du jeu, en repoussant une dernière tentative russe, beaucoup plus directe, visant à écraser Français et Britanniques par une opération militaire concertée entre l'aviation soviétique et la flotte américaine.

Dans ce même esprit, les Etats-Unis ne votent pas la résolution de L'URSS proposant d'aider militairement l'Egypte pour enrayer l'agression occidentale.

La bataille d'influence entre les deux grands est ainsi définitivement gagnée par les Etats-Unis.

#### 6.4.6 Reprise en main de la situation au Moyen Orient

Messieurs Eisenhower et Dulles, aussi ulcérés l'un que l'autre d'avoir été joués par leurs alliés traditionnels, cherchent à « casser » la France et l'Angleterre. L'idée du président est simple : « *Il n'y a qu'à les laisser cuire dans leur pétrole...* ».

Pour lui, le maillon faible de la coalition franco-britannique est le Premier ministre du Royaume uni. C'est par lui que le Président Eisenhower cherche à obtenir la reddition des deux parties. Il annonce qu'il n'appuiera pas une demande d'aide de Paris ou Londres au cas où le ravitaillement en provenance du Moyen Orient serait coupé. L'argument du pétrole est ensuite complété par une attaque en règle contre la Livre Sterling.

Sitôt après la décision d'Anthony Eden de renoncer à l'entreprise, le Président Eisenhower, juste réélu, accentue sa domination en laminant la France et la Grande Bretagne. Ainsi, la Maison Blanche refuse aux Européens dès le 7 novembre le maintien de troupes en alerte à Chypre et à Port Saïd comme les Américains l'avaient fait en Corée. Le retrait complet des troupes anglaises est même posé comme la condition sine qua non de l'aide financière américaine au Royaume uni.

Washington cherche encore à stabiliser le Moyen orient en bloquant les avancées soviétiques sur le front diplomatique. Il tente de prouver au monde arabe que les Etats-Unis représentent un meilleur allié que l'URSS. L'hégémonie américaine s'installe donc sur le Moyen Orient ; la prééminence des vieilles Nations a vécu.

-oOo-

S'il fallait décortiquer la politique américaine lors de la crise de Suez, l'idéalisme du Président Wilson pourrait servir de clef. Il est repris à son compte par le général Eisenhower et explique en partie le soutien objectif apporté à l'Egypte.

La stratégie mise en œuvre par Washington est indirecte. Elle se compose d'une variation sur le thème de l'initiative. Les Etats-Unis refusent de se laisser imposer quoi que ce soit par les Européens. La démarche est même hautaine et souvent cassante.

L'objectif politique visé par le gouvernement Eisenhower est d'asseoir l'hégémonie mondiale américaine. La crise de Suez en fournit le prétexte. Les alliés Français et Britanniques sont les instruments de la Maison blanche dans le véritable combat diplomatique qui l'oppose au Kremlin.

## 7 Stratégie soviétique

La stratégie mise en œuvre par l'Union soviétique dans la crise de Suez comporte deux phases distinctes. La première, passive, tient compte des difficultés rencontrées en Europe de l'Est. L'URSS profite alors des occasions d'influer sur le cours de la crise. La seconde ressemble à une gesticulation peu crédible et peu efficace qui agresse systématiquement mais sans conviction l'occident là où il est faible. A aucun moment Moscou n'a cherché à comprendre les parties prenantes. Le duel soviéto-américain lui a été préféré.

### 7.1 Stratégie à long terme

Conformément à ce qu'avait annoncé Staline, la conquête de l'Afrique doit permettre de dominer le monde. Il est donc nécessaire de profiter de toutes les opportunités pour infiltrer les régimes africains et favoriser les mouvements révolutionnaires.

La crise algérienne, comme l'accession de Nasser au pouvoir fournissent des occasions inespérées de fragiliser l'occident et de prendre pied sur le continent africain.

Pour autant, les rebelles algériens, comme les nationalistes égyptiens ne sont pas sous la tutelle de Moscou. La fidélité à l'Islam les éloigne du communisme. C'est pourquoi Staline avait refusé à Nasser la livraison d'armes demandée lors de la conférence de Bandung<sup>20</sup>.

Khrouchtchev en revanche, contre l'avis de son entourage, prend la décision d'accéder à la requête égyptienne. Il contribue ainsi à populariser l'Union soviétique dans le monde arabe.

### 7.2 Attentisme

En 1956, l'intérêt soviétique est plutôt tourné vers les événements d'Europe de l'Est que vers la crise égyptienne. En effet, le Moyen Orient fait partie de l'escarcelle traditionnelle de l'occident. Moscou hésite donc à s'engager en terrain incertain. Ainsi la participation soviétique à la conférence des usagers du canal est soumise à une garantie des intentions américaines.

Ensuite, les divisions internes à la coalition franco-britannique, notamment sur la participation d'Israël ou la rapidité d'intervention, ne sont pas perçues par Moscou. Plus encore, l'opposition avec les Etats-Unis n'est pas crue. C'est pourquoi le Kremlin juge prudent de ne rien faire qui puisse entraîner l'Union dans un piège occidental, surtout si les portes entrouvertes par l'URSS en Algérie et en Egypte ne sont pas directement menacées.

---

<sup>20</sup> Conférence des pays non alignés qui s'est déroulée en avril 1955 à Bandung (Indonésie)

De plus, la déstalinisation du régime soviétique est en pleine effervescence. Khrouchtchev réhabilite les dissidents hongrois et polonais, libère des prisonniers politiques et autorise l'émergence d'un certain libéralisme, à Varsovie comme à Budapest. Le printemps des communismes est en route, mais il inquiète le Kremlin. C'est pour cela que les chars de l'Armée rouge interviennent en Hongrie le 24 octobre.

Dans ce contexte, la leçon principale qui est tirée de la crise de Suez tient du paradoxe. Si l'occident s'attaque à l'Egypte, alliée de l'URSS, c'est que le régime soviétique est trop faible en Europe de l'Est. Ainsi, l'action armée en Hongrie est légitimée. Il est même utile d'attendre avant de voler au secours de Nasser, surtout s'il s'agit d'un piège occidental.

### 7.3 Opportunisme

Pourtant, l'occasion est trop belle pour être négligée. L'URSS tient une occasion inespérée de s'implanter solidement en Afrique, et qui plus est dans une région stratégiquement cruciale pour l'occident. Moscou cherche également à détourner l'opinion publique mondiale de l'Europe de l'Est. L'exemple hongrois suscite une vague de protestation orchestrée par la France et la Grande Bretagne qui ont appelé l'attention de l'ONU. La rébellion se poursuit à Budapest dans les derniers jours d'octobre ; elle est encouragée par « Radio Free Europe »<sup>21</sup>. Il est donc nécessaire de contre-attaquer à l'échelle internationale pour détourner l'attention et tenter de museler au plus vite deux membres permanents du conseil de sécurité.

De plus, le soutien à Nasser constitue un gage de crédibilité pour le théâtre algérien. La rébellion pourra se persuader de la solidité du partenaire communiste, sans compter qu'une bonne partie de l'aide dispensée aux fellaghas transite par l'Egypte.

Mais surtout, l'URSS cherche à disputer aux Etats-Unis l'exclusivité du bénéfice de l'intervention contre l'alliance franco-britannique. Khrouchtchev a compris le profit qu'il pouvait tirer de ce conflit sur le plan international. En appuyant la position américaine, il profite du désaccord entre les puissances occidentales et œuvre pour l'élimination de deux puissances importantes de la scène diplomatique. Il lui est donc possible de s'affirmer comme l'un des deux grands de ce monde et de simplifier le rapport de force auquel le monde communiste est confronté.

L'URSS cherche donc à profiter des opportunités offertes par les atermoiements de la diplomatie occidentale pour masquer ses propres problèmes. Mais l'objectif reste de contrer l'hégémonie diplomatique américaine.

### 7.4 Pression soviétique

Alors que l'Union soviétique est enlisée en Hongrie depuis la fin du mois d'octobre, Budapest tombe le 5 novembre aux mains de l'Armée rouge. Le Kremlin a donc les mains libres pour tenter d'effacer de l'opinion publique internationale la mauvaise image de son intervention.

Il peut également faire valoir ses intérêts au Moyen orient. En effet, la pression américaine dans la crise de Suez est inacceptable. De plus, Moscou ne croit toujours pas à la réalité de la discorde entre Les Etats-Unis et ses alliés européens.

C'est pourquoi le gouvernement soviétique assure Nasser de son soutien. C'est vraisemblablement la raison majeure pour laquelle le Raïs n'a pas abandonné la partie le 5 novembre.

Ensuite, l'hégémonie américaine à l'ONU doit être combattue. Moscou tente donc de reprendre l'initiative par le maréchal Boulganine<sup>22</sup> en proposant aux Américains de s'associer pour intervenir militairement et écraser l'invasion. L'idée est jugée irrecevable. Une dernière tentative consiste à proposer à l'ONU, le 6 novembre, une résolution prévoyant une aide militaire internationale à l'Egypte

<sup>21</sup> Manipulée par les Etats-Unis depuis l'Allemagne de l'Ouest.

<sup>22</sup> Président du conseil des ministres de l'URSS depuis 1955.

en cas de poursuite de l'agression. Outre le veto français et anglais, prévisible, cette résolution n'est même pas votée par les Etats-Unis.

Enfin, dans la nuit du 5 au 6 novembre, Khrouchtchev adresse un triple ultimatum à Londres, Paris et Tel Aviv. Il y est question, à mots couverts, d'attaque directe de l'URSS, de destruction d'Israël et de troisième guerre mondiale. Mais les termes des trois injonctions diffèrent selon les destinataires. La pression est donc plus politique que véritablement militaire. Elle n'a pas d'influence déterminante sur la capitulation britannique au regard de la pression américaine ou de la crise interne en Grande Bretagne.

-oOo-

La stratégie soviétique dans la crise peut se résumer à deux étapes séparées. Chronologiquement, la première pourrait faire sienne l'adage populaire selon lequel « la nature a horreur du vide ». Il s'agit en fait d'une absence de stratégie.

Après la chute de Budapest, Moscou s'essaye au « contre marquage » sans parvenir à détrôner le géant américain.

## **8 Conséquences politiques et militaires**

Les conséquences de cette aventure politico-militaire sont nombreuses et continuent de régir la vie internationale à l'aube du vingt et unième siècle.

D'un point de vue militaire, la France et l'Angleterre ont perdu l'essence de leur crédit international. Des quatre puissances mondiales subsistant après la deuxième guerre mondiale, les deux empires européens n'avaient plus les moyens de leurs ambitions. Le processus de décolonisation issu de la guerre était irréversible et ils ne l'avaient pas compris. L'aventure égyptienne les a relégués, aux yeux du monde, au rang des puissances moyennes en déclin. Les deux Etats sont bafoués.

La France, en proie à une instabilité politique chronique depuis la guerre découvrit la pertinence d'un exécutif fort. Ce sera pour Paris l'un des facteurs favorisant la naissance de la cinquième République et d'un manque de confiance dans l'OTAN. Elle réussit cependant à réaliser son unité politique pour cinq ans et se mit à rêver à une indépendance politique et militaire plus marquée dans le bloc occidental. En revanche, la situation en Algérie ne put être redressée.

L'Angleterre qui rêvait encore du Commonwealth idéal qu'elle dirigeait, dut comprendre qu'elle dépendait étroitement des Etats-Unis d'Amérique pour ne pas avoir choisi de construire l'Europe.

Ensuite, le monde entier a découvert qu'il devait tenir compte du nationalisme arabe. Mais surtout, les doutes qui pesaient encore sur la légitimité d'Israël ont disparu. Admis à la cour des grandes Nations, il est sans doute, avec l'Egypte, l'un des plus grands bénéficiaires de ce conflit car il réussit à concrétiser ses ambitions.

## Conclusion

L'étude de cette crise exemplaire met en évidence la diversité des objectifs visés par les différents protagonistes. Il en résulte un grand nombre de principes stratégiques mis en œuvre. Mais surtout, chaque Etat a eu à cœur de ne pas tout dire aux autres. L'interventionnisme permanent des Français appuyé par l'audace israélienne s'est opposé à la résignation des Britanniques qui refusaient d'user du principe de la liberté de mouvement.

Dans le camp égyptien, l'imprudence initiale de Nasser a cédé le pas à une stratégie de contre attaque systématique. Il a cautionné une ascension aux extrêmes que l'idéologie nationaliste permettait de justifier.

Mais surtout, les deux grandes puissances ont su adopter une stratégie indirecte pour asseoir leur domination de la politique internationale. Les Etats-Unis en particulier ont réussi à éliminer tour à tour la Grande Bretagne, la France et l'URSS de la course à la primauté mondiale.

Il existait peut-être une solution militaire à cette crise. Il était en revanche impossible de concilier les exigences de protagonistes rompus aux arrières pensées, qui ne voulaient pas comprendre leurs alliés et dissimulaient leurs véritables buts.

## CHRONOLOGIE

DATE	EVENEMENT
26 juillet 52	Révolution égyptienne et déposition du Roi Farouk.
1954	<b>Arrivée au pouvoir du colonel Nasser.</b> Premiers contacts franco-israéliens au sujet des événements algériens
26 juillet 55	Livraison soviétique de matériel militaire à l'Égypte.
14 décembre 55	Offre anglo-américaine de financer la construction du barrage d'Assouan.
17 juin 56	Echanges secrets franco-israéliens sur la fourniture d'armes à l'État hébreu.
17 juillet 56	Acceptation égyptienne de l'offre américaine de financer la construction du barrage d'Assouan.
<b>19 juillet 56</b>	<b>Annulation de l'offre de financement américaine.</b>
<b>26 juillet 56</b>	<b>Nationalisation de la compagnie du canal de Suez.</b>
28 juillet 56	Décision de Guy Mollet d'intervenir au plus vite en Égypte.
5 août 56	Décision franco-anglaise d'intervenir militairement en Égypte.
07 août 56	Déclaration des travaillistes anglais qui sont hostiles à une intervention militaire.
12/08/56	Premières mises en place de troupes franco-anglaises à Malte et Chypre.
15 août 56	Adoption du plan Mousquetaire.
16 août 56	Première conférence de Londres (échec et fin le 24 août).
30 août 56	Enoncé de la position américaine hostile à un recours à la force.
01 septembre 56	Demande officielle du soutien israélien par la France.
13 septembre 56	Demande israélienne d'un réacteur de recherche à eau lourde à la France.
15 septembre 56	Départ d'Égypte des pilotes européens du canal de Suez.
19 septembre 56	Deuxième conférence de Londres.
23 septembre 56	Déposition d'une demande franco-anglaise de condamnation de l'Égypte auprès du conseil de sécurité de l'ONU.
25 septembre 56	Condamnation de l'action franco-britannique par l'ONU.
14 octobre 56	Acceptation par A. Eden du principe d'une attaque préventive israélienne.
16 octobre 56	Décision franco-britannique d'associer Israël à l'opération militaire. Arraisonnement de l'ATHOS avec des armes destinées à l'Algérie.
22 octobre 56	Réunion de Sèvres : rupture de la négociation par Israël.
<b>24 octobre 56</b>	Reprise des entretiens franco-anglo-israéliens. <b>Accord allié à Sèvres.</b>
25 octobre 56	Accord nucléaire franco-israélien.
28 octobre 56	Début des missions d'avions français sous cocardes israéliennes. La CIA annonce l'attaque imminente de l'Égypte par Israël.
29 octobre 56	<b>Attaque israélienne sur le Sinaï.</b>
30 octobre 56	Dépôt à l'ONU d'une résolution russe condamnant l'intervention israélienne. Veto franco-anglais. Ultimatum franco-britannique à Israël et l'Égypte.
31 octobre 56	Demande yougoslave de réunion de l'Assemblée générale des Nations unies.
31 octobre 56	Rejet de l'ultimatum par Nasser.
4 novembre 56	Vote d'une résolution canadienne créant une force internationale d'interposition.
<b>5 novembre 56</b>	<b>Intervention militaire franco-britannique. Opération Télescope.</b>
6 novembre 56	Réélection du président Eisenhower. Ultimatum soviétique à Paris, Londres et Tel Aviv.
<b>7 novembre 56</b>	<b>Cessez le feu à 00h.</b> Fin de l'intervention militaire franco-britannique.
22 novembre 56	Repli des forces alliées d'Égypte.
4 juin 57	Garantie de l'existence d'Israël par les États-Unis.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

ELGEY Georgette, *L'Histoire de la quatrième République Malentendu et passion, la République des tourmentes – 1954-1959, tome second*, Fayard, 1997, 691 pages.

MASSON Philippe, *La crise de Suez (novembre 1956 – avril 1957)*, Vincennes 1966, Service Historique de la Marine, 1966, 272 pages.

### Revue

BATESTI Michèle, *Les ambiguïtés de Suez*, Revue historique des armées n°4 – 1996, pp. 2-14

BEAUVOIS Jean-Pierre, *La Marine dans la crise de Suez*, Revue historique des armées n°2 – 1997, pp. 81-99.

DUBREIL-VILLATOUX Marie Catherine et de RUFFAY Françoise, *Suez : des aviateurs témoignent*, Revue historique des armées n°2 – 1997, pp. 65-79.

MASSON Philippe, *Origines et bilan d'une défaite*, Revue historique des armées n°4 – 1996, pp. 51-58